

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 254 | NOVEMBRE 2015 | 3 €

- DOSSIER COP 21
- RIFIFI À AIR FRANCE
- L'ENFER TECHNOLOGIQUE

licenciements *climat* *répression*

stin Langenberger
w.arctic-dreams.com

TOUT VA BIEN

Palestine *progrès et modernité* *réfugiés* *exploitation*

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 81213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé dans le **poitou**

La commission journal de novembre aura lieu à **Lyon**

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

☐ 10 numéros + hors séries	30 euros
☐ Sans les hors séries	25 euros
☐ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
☐ En soutien	+ de 30 euros
☐ À l'essai (3 numéros)	5 euros
☐ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT
l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-Moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@riseup.net

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
• OCLB c/o La mouette enragée
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
• ocl-nord@gmail.com

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

PERIGORD/QUERCY
ocl2446@yahoo.fr

POITOU-CHARENTES
• ocl-poitou@orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
"courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

SUD-EST
Grasse : ocl.se@sfr.fr
Valence : ocl-valence@riseup.net

CONTACTS
Figeac, Montpellier, passer par
oclibertaire@hotmail.com



SOMMAIRE

ÉDITO ▶ PAGE 3

SOCIAL
▶ PAGE 4 Rififi sur le tarmac d'Air France
▶ PAGE 6 Tract OCL
▶ PAGE 6 Appel pour un bulletin de luttes dans les Cévennes

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ▶ PAGE 7

BIG BROTHER ▶ PAGE 8

RÉPRESSION
▶ PAGE 10 Affaire de Labège : l'Etat réprime sans compter
▶ PAGE 11 Acharnement contre Christine Ribailly

NOTRE-DAME-DES-LANDES
▶ PAGE 12 Malgré les menaces, les anti-aéroport restent pleins d'initiatives

DOSSIER : LA COP 21, UNE ARNAQUE DE PLUS
▶ PAGE 13 Climat, le capitalisme nous enfume
▶ PAGE 15 A propos des marchés carbone
▶ PAGE 16 Dérèglements climatiques : le capitalisme menace l'équilibre et la survie de la planète
▶ PAGE 17 Une conférence paradoxale en apparence ?
▶ PAGE 18 Le réchauffement climatique : une aubaine pour les promoteurs du nucléaire

POLITIQUES MIGRATOIRES
▶ PAGE 19 Mesures européennes sur les camps, les passeurs et les «non-réfugiés»

INTERNATIONAL
▶ PAGE 21 A la sauce catalane ou comment arriver à discuter concrètement autonomie et autogestion
▶ PAGE 23 Espagne : la nouvelle politique et ses limites
▶ PAGE 25 Palestine : une révolte désespérée qui est sans doute le seul espoir

L'ENFER TECHNOLOGIQUE
▶ PAGE 27 Le cycle des technologies et son programme

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

http://oclibertaire.free.fr

COURANT ALTERNATIF
novembre 2015
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0615G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé

Vive le communisme !

Le XXe siècle fut celui des massacres planifiés et organisés, de la construction de structures adaptées à l'organisation scientifique de l'exploitation du travail humain, les Etats-nations. Mais il fut aussi celui où les révoltes cessèrent de n'être que des révoltes pour tenter de mettre en pratique cette belle idée, née au XIXe siècle, que fut le socialisme ou le communisme.

Question massacres et horreurs en tous genres, le début du XXIe siècle semble se situer dans la lignée de son prédécesseur. En revanche, les Etats-nations tels qu'ils ont été dessinés par deux conflits mondiaux paraissent ne plus convenir aux intérêts des capitalistes. Mais, la grande différence, c'est surtout l'absence notoire de la belle idée socialiste/communiste comme participante de la vie sociale et politique. Cela s'explique, bien sûr, par l'offensive de la bourgeoisie dans la lutte des classes, mais surtout par le fait que cette offensive a été facilitée par la voie totalitaire qu'ont prise une partie des révolutions du XXe siècle. Une voie totalitaire favorisée par une conception étatique et statique de la révolution, une conception qui ne concevait pas que l'émancipation puisse sortir de situations plurielles et qui, par conséquent, vidait l'idée communiste d'un contenu pouvant être partagé par toutes et tous les opprimés et pouvant naître de bien des façons, même difficilement visibles au début. Il s'agit maintenant de reconquérir des espaces communs, de construire des convergences sans annihiler cette pluralité. Pouvoir renouer avec une idée communiste, libertaire, qui ne serait ni un paradis pour un futur hypothétique ni un fantasme alternatif à l'intérieur de notre système capitaliste, mais une dynamique présente dans chaque geste émancipateur est une question qui mérite d'être posée en cette période de prétendue régression.

Tant la poussée du FN que la question des réfugiés remet sur le tapis la montée du racisme dans l'hexagone. Or il semble que ce n'est pas tant la « quantité de racistes » qui augmente que leur capacité à s'exprimer comme tels, grâce aux espaces qui se sont libérés à cette fin. Dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, malgré la guerre d'Algérie et la présence substantielle d'activistes et de nostalgiques de l'Etat français, il était plus difficile d'exprimer ouvertement de telles opinions. A présent, il est certes encore facile de se proclamer antiraciste – et bien peu s'en privent –, mais l'affirmer en pratique par une solidarité avec les réfugiés, une opposition aux fermetures des frontières et une dénonciation des fantasmes d'envahissement est devenu beaucoup plus difficile (sauf si on ne fréquente que les siens, et encore…).

Face à cela, les arguments « scientifiques et rationnels » du genre : « Les races, ça n'existe pas » et on vous le prouve, ou : « Nous sommes tous pareils, la génétique le dit » pèsent de bien peu de poids, car le racisme ne se situe pas sur ce terrain-là. Quelqu'un qui pète les plombs, en disant que si les « bougnoules », les « Syriens » ou les « manouches » débarquent dans son village ou son quartier il sortira le flingue, se fout pas mal des arguments des scientifiques. D'autant que ces scientifiques ne sont pas de son monde et que, s'il lui prenait l'envie de creuser un peu, il s'apercevrait que les « vérités scientifiques » sont plus que volatiles !

Il s'agit donc pour nous de reprendre ces espaces abandonnés – et, de ce point de vue, il s'est passé, depuis quelques semaines, des choses intéressantes venant, non pas des milieux patentés antifascistes ou antiracistes, mais de gens plus ou moins anonymes qui n'ont pas supporté le déferlement du discours sur l'envahissement et la politique française de fermeture des frontières. Des initiatives de simple solidarité disant juste : « Bienvenu », « Réfugiés welcome »… Il est clair que ces dernières font plus pour la reconquête d'espaces de parole, d'espaces politiques, que les gesticulations politiciennes pour savoir s'il faut ou pas reconstituer un « front républicain ».

Il n'est pas que sur le terrain du racisme que cette reconquête du « oser dire, oser faire » est nécessaire, dans une société que l'on considère un peu vite comme passée sous le joug démoniaque des discours totalitaires, ou néo- et post-réactionnaires ! Des initiatives, il en existe ! A nous de les faire connaître, et surtout de participer à leur mise en place ! Ce ne sont pas nos adversaires qui le feront. Le terrain social, celui de l'exploitation du travail humain en tout premier lieu, est souvent occupé par des « ras-le-bol » qui s'expriment hors de la vue des médias et des syndicats, et même si c'est sans trop de bruit ils sont bien réels. Le terrain de la contestation « écologique » (qui ne devrait être qu'une déclinaison de la question sociale), au sein duquel les armes ne sont pas rendues face aux diktats et aux mensonges du pouvoir (comme par exemple l'annonce de la reprise des travaux à Notre-Dame-des-Landes), est encore sur le devant de la scène, etc.

C'est bel et bien au cœur de ces mini (pour l'instant) et souvent anonymes moments de reprise de parole, au sein de l'existant et non en dehors, que pourrait se redessiner un désir de communisme qui ne devrait rien à une quelconque avant-garde.

OCL Poitou le 1er novembre 2015

Le monde selon le Parti socialiste

Cet autocollant (voir 4e de couverture) peut être commandé au format 15X10 à : OCL Egregore, BP 81213, 51058 Reims cedex.
Prix de revient (port compris) à titre indicatif : Chèques à l'ordre de « La galère »

10 exemplaires : 2 euros	100 exemplaires : 14 euros
25 exemplaires : 5 euros	200 exemplaires : 25 euros
50 exemplaires : 8 euros	300 exemplaires : 36 euros

A vous de voir, selon vos moyens !



Rifi sur le tarmac d'Air France

Le 12 octobre 2015, six salariés du groupe Air France ont été arrêtés à leur domicile par les policiers de la police de l'air et des frontières (PAF), placés en garde à vue à Roissy puis relâchés. Ces six salariés sont poursuivis pour des faits commis après l'irruption de travailleurs au Comité central d'entreprise (CCE) d'Air France le 5 octobre. Ils sont passibles de cinq ans de prison.



Ces salariés sont coupables d'avoir laissé exploser leur colère parce que leur vie et celle de leur famille sont en danger. Coupables de dire NON aux 2 900 (nouveaux) licenciements secs annoncés par la direction. Coupables d'avoir entravé le « dialogue social ».

La violence ouvrière, un prétexte hypocrite pour la bourgeoisie

Ces arrestations ciblées étaient fondées, nous dit-on, sur des témoignages de cadres, de vigiles victimes de violences ou sur des bandes vidéo montrant l'irruption et l'action des grévistes d'Air France lors de la réunion du CCE. Réunion où direction et « partenaires sociaux » (syndicats) devaient négocier la suppression de 2 900 emplois, ainsi que de nouvelles dégradations des conditions de travail. De nouvelles mesures antisociales imposées par la direction dont les salariés du groupe avaient pris connaissance peu avant, par voie de presse. Ces travailleurs sont accusés de s'en être pris violemment aux représentants de la direction ce fameux 5 octobre. Les grévistes ainsi criminalisés, pour certains adhérents à la CGT, travaillent dans la branche Cargo du groupe. Une dizaine de plaintes ont été déposées, dont « violences volontaires en réunion » ou « entrave au déroulement d'un comité d'entreprise ». Selon BFM TV, les cinq employés déférés devant le parquet seraient mis à pied sans solde très rapidement, en attendant que la direction d'Air France les licencie quels que soient les charges ou les faits retenus contre eux.

Criminalisés pour l'exemple

Comme lors de la boucherie internationale de 14-18 où des soldats, las d'aller à l'abattoir pour les besoins du patronat et de la bourgeoisie, furent fusillés pour l'exemple, les salariés qui usent de violence d'autodéfense *sont ainsi punis*. Il faut que les rebelles qui enragent d'être humiliés et écrasés servent d'exemple. Il faut mater les travailleurs en révolte, annihiler toute velléité de révolte que pourraient susciter leur action. L'ambiance, le tempo sont établis. Des images « terribles » de cadres et DRH bousculés, certains perdant la chemise et escaladant les grilles pour fuir, ont été reprises en boucle sur les chaînes télé, puis dans la presse du lendemain. Ces images terribles qui font « honte à la France » ! Il est vrai que l'image de cadres en chemise sautant une barrière de protection est plus utile à la bourgeoisie pour discréditer et criminaliser des salariés que les multiples images de ces milliers de migrants se heurtant aux barrières étatiques dressées autour de et dans l'Europe. Le capital n'a en réalité que faire d'un patron qui perd sa chemise, car il sait qu'il peut compter sur ses chiens de garde pour assurer, garantir et pérenniser ses profits. Pour un patron qui perd sa chemise, combien partent avec des valises bien garnies ! Et pour ce DRH qui perd sa chemise, combien de travailleurs de salariés anonymes perdront en même temps que leur emploi leur dignité et leur santé ? Combien auront leur vie sociale brisée, délitée ? Le chômage tue 14 000 personnes par an.

L'arrestation de ces grévistes est un acte calculé d'intimidation sociale. Le message envoyé se veut un avertissement de plus contre la classe ouvrière : la criminalisation de ces salariés illustre avec arrogance la crainte d'un patronat qui compte sur ses alliés du gouvernement et sur les bureaucrates syndicaux pour circonscrire la colère qui gronde et qui monte contre cette politique antisociale. Politique qui permet à la bourgeoisie de se goinfrer sur le dos des travailleurs, de plus en plus paupérisés et précarisés : 14 % de la population obligée de vivre sous le seuil de pauvreté.

Copains et coquins contre les salariés

En criminalisant ces grévistes, le patronat, le gouvernement et leurs partenaires syndicaux –désavoués pour l'occasion – font savoir qu'ils ne toléreront pas ces attaques d'autodéfense légitimes des travailleurs. Ces agissements du 5 octobre au CCE d'Air France sont pour euxinadmissibles car ils remettent en cause le sacro-saint bien fondé du dialogue social et de la démocratie participative dans l'entreprise *(voir encadré)*. Pensez donc ! Alors qu'allaient se négocier de nouveaux licenciements entre partenaires sociaux « responsables », des salariés grévistes ont osé s'inviter et voulu prendre en main leur futur. Inadmissible ! D'ailleurs, à l'unisson, les réactions ne se sont pas fait attendre : du *Figaro* qui parle de lynchage à N. Sarkozy qui, en référence à de Gaulle, dénonce la « chienlit ». Au PS, où l'on aime bien les patrons, le Premier ministre M. Valls s'est dit scandalisé par « ces voyous qui font mal à l'image de la France ». Son ministre des Transports, lui, insistait

Exemple de dialogue social et de démocratie participative dans l'entreprise

A l'usine automobile Smart, en Moselle, sous la menace de suppressions d'emplois, les salariés ont été consultés pour travailler 39 heures payées 37, accepter une baisse du nombre de leurs RTT... Au final de ce référendum, ou plutôt de ce chantage, la proposition de la direction n'a été acceptée que par 39 % des 367 ouvriers et par 74 % des 385 cadres, qui sont eux sont payés au forfait journalier. Dans la catégorie des cadres figurent de simples techniciens, des agents de maîtrise et... les directeurs.
Les médias ont salué les 56,1 % de l'ensemble des salariés ayant approuvé la plan patronal. La direction s'est servie de cette « démocratie participative », de la division entre ouvriers et encadrement pour faire passer ses mesures.
Le « dialogue social » n'est qu'un slogan mystificateur avancé pour semer la confusion chez les salariés. C'est le refrain qui masque et accompagne les politiques d'austérité de Hollande, et donne une importance aux appareils syndicaux pour perpétuer leur propre survie.

pour que les grévistes soient sanctionnés. Quand aux « syndicalistes responsables », bureaucrates plus habitués aux conciliabules avec les patrons qu'aux assemblées générales de salariés, ils n'ont pas été en reste : ils ont dénoncé les « violences » indignes et inadmissibles des employés qui ont envahi le CCE et contraint le DRH à fuir. Ensemble, puis par boutique, ils ont signé des communiqués qui dénonçaient les violences commises et ne soutenaient nullement les salariés en colère. Ils n'étaient venus que pour dialoguer et souhaitaient que reprennent les discussions. Dans ce but, ils demandaient à l'Etat, détenteur de 17 % de parts d'actions dans le groupe, et au gouvernement de « s'impliquer davantage dans le conflit ». Comme si, dans cette affaire, ce dernier n'avait pas déjà prouvé qu'il était complètement du côté du patron. Les grévistes d'Air France nous montrent une fois encore quels intérêts défendent ces syndicalistes repus qui se démarquent d'ouvriers exaspérés. Condamnent-ils avec la même force et la même indignation la violence faite aux travailleurs par le patronat, la violence faite aux manifestants estropiés par les tirs de flashball ou les violences policières contre les jeunes des quartiers populaires ? Force est de constater que, pour un DRH sorti sans chemise par des manifestants en colère, tous ces « outragés de la République » ne se sont pas bousculés dans les médias pour dénoncer l'ignoble mort de Rémi Fraysse, abattu par les gendarmes de la République à Sivens en octobre 2014.

54 % des Français comprennent l'action menée à Air France

Pourtant, loin de ce tonitruant vacarme politico-médiatique où copains et coquins se prêtaient les micros pour dénoncer, non pas la violence sociale des plans de licenciement mais l'action des grévistes, ailleurs, sur les lieux de travail, dans la rue ou les quartiers, où la précarité est de règle, des sourires exprimaient une sympathie et une solidarité enjouée envers ces salariés qui ont osé agir. Selon un sondage IFOP, 54 % des Français comprennent l'action des grévistes d'Air France. N'oublions pas que le dialogue social cher à notre bourgeoisie a permis aux patrons de cette compagnie de dégraisser ses effectifs de 15 000 salariés sur les 63 000 comptés en 2012. Et qu'aux 2 900 suppressions de poste annoncées *Le Canard enchaîné* ajoute 5 000 suppressions d'emplois à venir dans le groupe. Tous ces plans, rappelons-le, sont concoctés puis adoptés dans le feutré qu'est le socialement correct des réunions entre « partenaires responsables ». Criminaliser les grévistes permet de masquer les agissements de ces voyous en col blanc et la violence de leurs décisions. Bien sûr, médias, personnel politique, syndicalistes « réalistes » parlent de la nécessité de sauver Air France face à la concurrence, de combler son déficit, etc. Cette rengaine devient chaque jour plus insupportable, quand le gouvernement trouve des milliards pour sauver les banques, donne des milliards au patronat jamais rassasié, et demande en contrepartie aux salariés d'Air France mais aussi de la SNCF, des hôpitaux, de la Poste entre autres de se serrer toujours plus la ceinture. C'est cette situation « insupportable », que dénonce cette employée d'Air France sur les vidéos, qui a légitimement guidé la colère des salariés et leur décision, après quatre ans de sacrifices, d'aller se faire entendre au CCE.

Ils sèment la colère…

Le capitalisme s'est instauré par la violence et ne peut perdurer que par la violence. Sa dynamique d'exploitation, son mode de production engendrent les pires exactions à l'encontre des travailleurs et des peuples. Dans cette guerre de classe, il est légitime que la classe ouvrière relève la tête pour s'opposer avec détermination à l'exploitation féroce dont elle est l'objet. A la violente arrogance de la classe patronale *(voir encadré)* répond la violence de classe des travailleurs. Peut-il en être autrement ? Doit-on rappeler, dans un contexte d'amnésie collective entretenue sciemment par la bourgeoisie, que l'histoire du mouvement ouvrier et de ses conquêtes a toujours été ponctuée de violences légitimes et de répressions féroces, menées par les gestionnaires du Capital – comme la Commune de Paris en 1871 ; Fourmies, en 1891, où le pouvoir chargeait l'armée de tirer sur les mineurs grévistes, les femmes et les enfants ; ou encore l'année 1948, où dockers, sidérurgistes, pêcheurs sans oublier les mineurs, bref, toute la classe ouvrière s'est soulevée face à un gouvernement qui demandait des sacrifices pour rebâtir la France d'après-guerre ? Gouvernement et presse de l'époque se répandaient contre cette grève insurrectionnelle. Jules Moch, ministre socialiste de l'Intérieur, envoya les CRS et les blindés avec autorisation de tirer sur les grévistes. La répression fut sauvage : des dizaines de morts, des milliers de blessés, plusieurs centaines de mineurs emprisonnés et 3 000 d'entre eux licenciés. Et, plus près de nous, les journées chaudes de Mai 68 et la grève générale qui s'ensuivit, où le pouvoir gaulliste vacillait. Contre la « chienlit », de Gaulle alla consulter son état-major à Baden Baden, en Allemagne, tandis que les staliniens du Parti communiste français dénonçaient les « provocateurs » de la rue et que leurs camarades de la CGT traquaient les « gauchistes » établis dans les usines ou infiltrés dans les syndicats. Aujourd'hui, ces syndicats si préoccupés de la chemise et de la sécurité du DRH d'Air France le sont beaucoup moins quand il s'agit d'unir les travailleurs en lutte. Bien au contraire, les redoutant, les bureaucrates veillent absolument à ne pas les faire converger, même quand les conditions s'y prêtent – comme récemment pour les person-

De la violence feutrée du patronat

« (…) Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclat de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continueront la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. Cela ne fait pas de bruit. »
Jean Jaurès devant l'Assemblée nationale, le 19 juin 1906



nels hospitaliers. Alors que depuis des années ces personnels de la santé sont meurtris par les plans d'économies et que les luttes isolées se succèdent, quand les hospitaliers invitent à une « convergence des luttes contre l'hôstérité », les directions syndicales prennent soin de freiner et verrouiller leurs initiatives. Même lorsque le rapport de forces est favorable, comme récemment à l'APHP (Assistance publique des hôpitaux de Paris) où les personnels se sont mobilisés massivement contre R. Hirsch. La colère des personnels d'Air France, et que ressentent bien d'autres travailleurs, provient de cette impasse des luttes, impasse qui n'est pas une fatalité mais le résultat des politiques menées par les directions syndicales.

… qu'ils récoltent la tempête !

Le coup de colère des salariés d'Air France est salutaire parce qu'il met en relief et illustre l'hypocrite complicité des appareils syndicaux avec nos adversaires de la bourgeoisie. Il est nécessaire que l'exemple d'autodéfense des salariés d'Air France se répande et se collectivise en arme « consciente » de classe. Ce coup de colère doit nous faire réfléchir sur : comment, et tous ensemble, dépasser, neutraliser ou nous débarrasser des entraves que représentent ces appareils syndicaux. Ce cri de colère devra aussi guider nos réflexions sur l'auto-organisation des salariés, pour arrêter eux-mêmes leurs objectifs, et des moyens d'agir pour en finir avec l'exploitation salariale. Seule la prise de conscience de cette auto-organisation peut conduire à l'émancipation sociale. Par leur action, les salariés d'Air France ont démontré que la peur pouvait changer de camp, que les patrons et leurs sbires patronaux ou syndicaux pouvaient y laisser leur chemise. Pour cela également, notre solidarité doit être sans faille !

MZ, Caen, le 15/10/15

Ce tract rédigé par nos camarades de Boulogne-sur-mer a été distribué lors de rassemblements de soutien aux grévistes d'Air-France ou contre la loi Macron par des militants de l'OCL un peu partout en France.

Les travailleurs et les travailleuses d'Air France nous ont montré que la peur peut changer de camp !

Tout d'abord nous adressons un grand bravo aux travailleurs et travailleuses d'Air France ! Quelle joie ce fut de voir, ne serait-ce que durant quelques instants, la peur changer de camp. Ceux qui maintiennent des millions d'entre nous, chômeurs ou travailleurs dans l'incertitude du lendemain, qui par leur management criminel en poussent des milliers d'autres à la maladie et au suicide ont ressenti pour la première fois de leur existence l'angoisse dans laquelle ils tiennent du haut de leur pouvoir usurpé celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à marchander.

Les rapports sociaux de classe s'incarnent bien dans des individus contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire et ces individus ne doivent pas s'étonner de ce qui peut leur arriver quand, soudain, les règles du jeu s'inversent… Nous ne sommes pas surpris non plus de la réaction des syndicalistes collabos qui à leur tour condamnent l'action des salariés d'Air France alors que pour un certain nombre d'entre-eux la répression s'annonce. Nous ne nous étonnerons guère plus de l'attitude et des déclarations des socialistes, à la botte du MEDEF comme il se doit, quant aux larbins de la presse bourgeoise et des médias ils furent à la hauteur de leur bassesse ordinaire.

Solidarité avec les travailleurs et travailleuses d'Air France !

Groupe Communiste Anarchiste de Boulogne-sur-mer
La Mouette Enragée, B.P 403 - 62206, Boulogne-sur-mer cedex.
lamouette.enragee chez wanadoo.fr
Blog : http://lamouetteenragee.over-blog.com/



Dans les Cévennes Appel pour un bulletin de luttes

Manque d'argent, galères de boulot, difficultés pour payer le gaz et le loyer, pressions des patrons, traque par les administrations… Y a de quoi s'énerver, non ?!!

Les boîtes ferment, le chômage augmente et l'Etat, comme d'hab', aide les patrons et impose des conditions de travail de plus en plus dures et flexibles. Les capitalistes veulent maintenir leurs profits dans cette période de crise : les nouvelles lois tombent les unes derrière les autres pour nous contrôler et nous faire trimer. ANI, pacte de responsabilité, loi Macron, réforme du droit du travail… offrent toujours plus de cadeaux au patronat… Parallèlement, la CAF et Pôle emploi multiplient leurs flicages et les radiations : le moindre prétexte est bon pour nous enlever les miettes qu'ils nous lâchent. C'est la marche normale de ce système capitaliste d'exploiter la grande majorité d'entre nous et, dans un contexte de crise, de nous serrer la ceinture : c'est l'austérité ! Rester isolé, c'est aller seul à l'abattoir. Pour tenir, on a besoin de se rencontrer et d'échanger des infos sur les possibilités de débrouille et de résistance. Face aux administrations, aux propriétaires et aux patrons, on a surtout besoin de construire des rapports de forces et de se battre contre les incessantes radiations, les contrôles, les expulsions et l'exploitation… A plusieurs, on peut réagir et ne pas se laisser faire !

Sur **Alès et les Cévennes**, des chômeurs, des RSAistes, des travailleurs précaires se réunissent au sein du collectif *Exploités-Enervés* pour se défendre et reprendre l'offensive…

… Et aujourd'hui on propose la création d'une feuille régulière pour raconter nos emmerdes et nos luttes… Ce bulletin d'échanges, d'informations et de rencontres entre travailleurs, chômeurs… sera un outil qui n'appartient qu'à nous, les exploités qui devons travailler pour vivre ou qui survivons avec (ou sans) les mimima sociaux…

Nous avons dans l'idée de faire des coups de gueule sur nos galères, des brèves sur les bagarres locales en cours… mais aussi sur les luttes nationales ou internationales qui peuvent nous interpeller. Cette feuille serait distribuée devant la CAF, Pôle emploi, sur les marchés ou devant certaines entreprises d'Alès et des environs. Ce ne sont que des propositions à discuter lors d'une prochaine réunion publique où nous déciderons ensemble du fonctionnement de cette feuille. Celle-ci ne se veut pas l'organe d'une quelconque organisation ni celui du collectif *Exploités-Enervés*, mais un outil parmi d'autres pour les luttes actuelles et futures des travailleurs comme des chômeurs.

Nous pourrons commencer à parler de ce projet aux prochaines permanences du collectif *Exploités-Enervés*, les vendredi 9 octobre et 13 novembre à 19 heures à la Rétive. Les idées seront les bienvenues et discutées lors de la réunion publique de décembre (la date sera fixée lors de la prochaine permanence).
Réunion publique pour le lancement d'une feuille de lutte en décembre

Permanence tous les deuxièmes vendredis du mois à 19 heures à « La Rétive », 42 faubourg d'Auvergne, Alès.
Collectif Exploités-Enervés – c/o La Rétive, 42 faubourg d'Auvergne, 30100 Alès ; mail : exploites-enervés@riseup.org ; site : http://exploitesenerves.noblogs.org/

LA PAUVRETÉ RECULE-T-ELLE EN FRANCE?

C'est en tous les cas ce que les médias ont annoncé triomphalement en septembre dernier, à la suite d'une publication de l'INSEE. On aurait aimé que les mêmes fassent autant de cas de la progression de la pauvreté les années précédentes… Et c'est déjà la première remarque que l'on peut faire: certes le taux de pauvreté a très légèrement reculé en 2013, mais il reste nettement plus élevé qu'en 2005, plus élevé que ce qu'il n'était à la veille de la crise des subprime. Deuxième remarque: la définition de la pauvreté est relative. Est défini comme pauvre le ménage qui touche moins de 60% du revenu médian, c'est-à-dire moins de 60% du revenu qui coupe la population en deux parties égales. Or, le niveau de vie médian a stagné ou régressé. Résultat, le seuil de pauvreté en fait de même, et une partie des ménages cessent alors d'être considérés comme pauvres alors que leurs revenus n'ont pas changé ou ont été revalorisés un peu plus que l'inflation. Cet effet est plus fort que l'augmentation du nombre de ménages qui voient leurs revenus diminuer (par exemple en passant par la case chômage) et tombent sous ce seuil. Au bout du compte, la pauvreté ainsi mesurée diminue. Le taux relatif de pauvreté ne mesure pas un niveau de pauvreté absolu, mais les inégalités entre le bas de l'échelle des revenus et le revenu médian. Pendant la crise, ces inégalités entre pauvres et classes médianes s'aplatissent un peu. C'est tout simplement ce que nous raconte cette histoire de diminution du taux de pauvreté. Troisième remarque, il y a un changement de méthode de calcul dans les séries de l'INSEE en 2010 et 2012, ce qui implique de faire des calculs trop complexes pour moi pour retrouver l'évolution réelle.

Source: Observatoire des inégalités.

RETOUR VERS LE PASSÉ, QUELQUES ÉLÉMENTS D'EXPLICATION SUR CERTAINES CONDITIONS IMPOSÉES À LA GRÈCE DANS LES NÉGOCIATIONS

Parmi les conditions imposées par la troïka, il y a bien sûr les privatisations d'un certain nombre de biens de l'Etat grec. L'Allemagne a une certaine expérience dans ce domaine, elle qui a privatisé toute l'industrie de l'Allemagne de l'Est et a proposé la structure adoptée alors, la «Treuhand», pour la Grèce. Il s'agit d'un système de vente au rabais pour pouvoir vendre rapidement. La Treuhand a d'ailleurs clôturé ses comptes en 1994 avec un déficit de 200 milliards de DM, et une réputation solide de corruption. Dans sa proposition initiale, le ministre des Finances allemand avait proposé de loger le futur fonds au sein de l'Institution pour la croissance de la Grèce (IfG), une structure basée au Luxembourg, contrôlée pour moitié par la banque publique allemande KfW, dont Wolfgang Schäuble préside le conseil de surveillance, et l'Etat grec. Aucun pouvoir de contrôle de l'Etat grec dans ce cas de figure, donc c'est la possibilité de tous les arrangements entre amis (sauf les amis grecs, bien entendu). Finalement, le successeur de Varoufákis a quand même obtenu qu'il soit domicilié en Grèce, et aussi que tout ne soit pas liquidé en trois ans, mais en trente ans, ce qui limite quand même un peu la braderie.

Comment ça marche (si j'ai bien compris)? Cette structure de droit privé devient priopriétaire des actifs à privatiser et est chargée de les revendre. Sauf que, dans le cas de la Treuhand, c'était l'Etat allemand qui la dirigeait; là, ce serait la troïka, l'Etat grec n'en ayant que la moitié. Autre différence énorme: dans le cas de l'Allemagne, l'argent de la revente devait servir à financer des investissements en Allemagne de l'Est. Dans le cas de la Grèce, l'argent de la revente est entièrement destiné à rembourser la dette. Il s'agit donc d'un appauvrissement drastique du pays. Varoufákis avait proposé que cette structure émette des obligations garanties par les actifs en question afin de financer les investissements nécessaires pour les moderniser avant leur revente, et de choisir quels actifs privatiser. On n'a même pas pris la peine de lui répondre…. C'est pourtant d'un point de vue capitaliste une proposition raisonnable, parce que la seule solution pour que la Grèce puisse rembourser sa dette, c'est de lui laisser une vague possibilité de retrouver de la croissance. Sauf qu'il ne s'agit pas pour la troïka d'ouvrir des perspectives de développement capitaliste, il s'agit juste d'ouvrir la curée.

Source: Project syndicate (Yanis Varoufákis), *Les Echos*.

LES 10 PLUS GRANDES FORTUNES DE FRANCE

Bernard Arnault reste toujours premier, avec 34,6 milliards d'euros ou environ 2500000 années de SMIC. Il est suivi dans l'ordre par Liliane Bettencourt, les familles Dumas Puech (Hermès), Gérard Mulliez (Auchan), Serge Dassault, Patrick Drahi (Altice, actionnaire de SFR entre autres), Gérard et Alain Wertheimer (Chanel), François Pinault (Printemps, La Redoute), Vincent Bolloré et Xavier Nel (Free), petit dernier avec un peu plus de 500000 années de SMIC.

Il s'agit ici de leurs seules fortunes professionnelles, non compris leur patrimoine privé immobilier et autre fortune personnelle, car il s'agit du classement de Challenge.

Source: Observatoire des inégalités.

DERRIÈRE LA BAISSE DU PRIX DU PÉTROLE

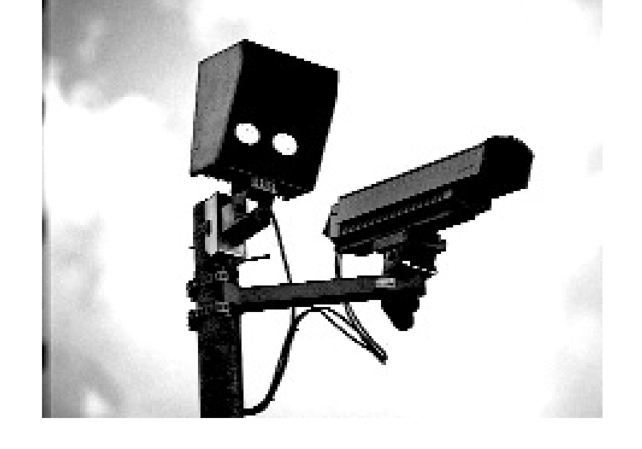
La situation peut apparaître très surprenante. D'un côté on nous annonce l'épuisement à terme des réserves pétrolières, et de l'autre l'année 2014 a connu une baisse importante du prix du pétrole après quelques années de stagnation. Evidemment, la première raison en est la crise: en période de crise, l'industrie et les transports commerciaux ralentissent, donc on consomme moins de pétrole, donc son prix a tendance à baisser. Sauf que ce qui s'est passé plusieurs fois, c'est que dans ce cas l'OPEP diminue ses volumes de production pour pouvoir maintenir les prix. Aujourd'hui, il y a une compétition entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. En effet, les Etats-Unis se sont lancés dans le gaz de schiste à tout va. Pourquoi? En réalité, ce type de production est beaucoup plus cher que l'extraction «normale» d'un champ de pétrole. C'est la hausse du cours de ce dernier qui l'a rendue rentable. L'Arabie saoudite l'a bien compris. Cette fois-ci, l'OPEP n'a pas réduit ses volumes en période de crise, donc le prix a chuté. Et le but recherché est en train d'être atteint: la production de gaz de schiste diminue aux Etats-Unis, de même que le nombre de foreuses en activité. Les pays de l'OPEP perdent momentanément de l'argent pour conserver à terme leurs parts de marché. Côté Etats-Unis, ce sont plutôt des petits producteurs indépendants qui s'étaient lancés dans le gaz de schiste, qui demande des investissements lourds. Leur endettement serait estimé à 285 milliards de dollars au 1er mars 2015… Il y a de la crise dans l'air.

Source: La Tribune.

DÉGRADATION DES CONDITIONS D'EMPLOI DES JEUNES DIPLÔMÉS

Cette constatation émane d'une étude de l'APEC (Agence pour l'emploi des cadres). Alors qu'en 2010 72% des jeunes diplomés avaient un emploi un an après leur diplôme, ils ne sont plus que 62% en 2015. Cela dit, la durée de recherche d'emploi s'allonge, mais ils finissent par en trouver. En revanche, leurs conditions d'emploi se dégradent. Ils sont de moins en moins recrutés avec le statut cadre (57%, contre 62% l'année précédente) et les salaires diminuent: les jeunes diplômés sont rémunérés autour d'un smic et demi avec un salaire annuel brut médian de 25700€ (contre 29400 l'année précédente). Bien sûr, mieux vaut avoir fait des études d'informatique (salaire médian 31200€) que de lettres (20600€). Le CDI ne représente plus que 50% des embauches, en chute de 9 points sur un an, tandis que dans le même temps les recrutements de jeunes diplômés en CDD augmentent de 9 points et passent de 34% à 43%.

Source: Le Monde.





Alain Bauer entarté !

Alors qu'il participait au débat sur « Le terrorisme : quelles menaces, quelles réponses », le 3 octobre à Nantes, Alain Bauer, présenté comme professeur titulaire de la chaire de criminologie du Conservatoire national des arts et métiers et président du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS), a été entarté par un groupe qui dénonçait son influence et sa responsabilité dans le tournant sécuritaire en France.

Petits rappels sur ce personnage. Etudiant, il forme un trio inséparable avec le patron de l'agence Havas, Stéphane Fouks, et … Manuel Valls. Ces trois étudiants représentaient le courant des jeunes rocardiens au sein de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-ID). Au début des années 2000, Bauer devient le conseiller de Sarkozy pour les questions de sécurité. C'est le chantre de la vidéosurveillance qui sera le support de Sarkozy, en 2007, lorsque celui-ci lancera l'installation massive des caméras sur la voie publique. Ce personnage navigue aussi bien dans les sommets des dirigeants de l'aile droite du PS (de Valls à Cambadélis) que dans ceux de la droite devenue « Les Républicains ».

Alain Bauer a créé, voici plus de vingt ans, sa société AB Conseil pour vendre sa soupe sécuritaire. De 2008 à 2014, AB Conseil a eu des contrats annuels de 200 000 euros (pour un total de 1,4 million d'euros) avec une filiale de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Ces contrats ne répondaient pas à un quelconque besoin de la CDC (absence de procédure obligatoire d'appel d'offres en marché public) ; de plus ses rapports, pour ceux qui les ont lus, sont sans intérêt. On apprenait aussi que plusieurs milliers d'exemplaires du guide gastronomique de luxe Champérard, contrôlé à 50 % par le criminologue, avaient également été achetés par la CDC, qui est vraiment la vache à lait de Bauer.

Selon *L'Express*, le parquet national financier a ouvert, en décembre 2014, une enquête préliminaire visant tous ces contrats de complaisance. A suivre !

Source : *Médiapart*, article de Laurent Mauduit du 23 juin.

Lutte collective contre le contrôle social

Une mère célibataire vivant seule avec ses deux jeunes enfants en Lozère depuis juillet 2014 et attendant un troisième enfant est devenue la cible d'« contrôle isolement » par la Caisse d'allocations familiales de ce département. Pour la CAF, cette situation familiale, détectée par le logiciel de traque des allocataires, représente un « risque » ! Le 24 juin 2015, lors d'un premier contrôle domiciliaire annoncé par courrier, cette femme a dû fournir ses relevés de compte depuis 2013. Pendant une heure trente, un contrôleur a épluché ses comptes et de multiples autres papiers, notant les versements ponctuels de la famille pour les cadeaux des enfants. Le 7 août, elle apprend par téléphone que son dossier présente des « anomalies » et qu'elle devra recevoir à nouveau le contrôleur pour un « face-à-face » à ce sujet. Le 3 septembre, le contrôleur essaie de faire admettre à cette femme que ces versements de sa famille sont des « aides financières » qui auraient dû être déclarées comme des pensions alimentaires. Pourquoi ? Parce que, note le contrôleur, les sommes perçues sont « régulières »… « tout comme les dates d'anniversaire et Noël », rétorque cette femme. Le rapport d'enquête ne tarde pas à tomber. La situation familiale est définie par la CAF comme « non déterminable », et la femme est avertie qu'elle doit la maudite somme de… 3 147,44 euros. Cette somme a commencé à lui être retenue sur ses allocations, qui ont de plus diminué car les allocations de soutien familial (ASF) lui ont été supprimées. Cette situation est un exemple parmi bien d'autres où, au nom d'une « meilleure gestion de l'argent public », les institutions mènent campagne contre la « fraude sociale » ; tout allocataire est présumé coupable, et donc contraint d'accepter n'importe quel contrôle. C'est ainsi que les CAF scrutent au plus près la solidarité familiale, associative, amicale dont pourraient bénéficier les allocataires.

Dans cette région, ce contrôle social a été publiquement dénoncé par une association, Exploités-énervés, qui tient des permanences à la Rétive, 42 rue du Faubourg-d'Auvergne, à Alès. Le 1er octobre, « nous sommes allés à quatre pour accompagner cette femme à la CAF de Lozère (…). Nous avons insisté pour avoir des explications, et dénoncé la situation de traque des soi-disant fraudeurs… et la dématérialisation qui se prépare… Après quelques réticences, la présence de plusieurs personnes et la distribution de tracts en parallèle à l'entrée ont semblé peser en notre faveur. Pour l'instant, le responsable a pris le dossier de recours, et promis de s'en occuper rapidement en faisant réexaminer le dossier par un « technicien ». A suivre !

Contact mail : exploitesenerves@riseup.net-

Site :http://exploitesenerves.noblog.org

Armement des polices municipales : un raté !

L'armement des polices municipales des villes moyennes et petites continue, naturellement, l'approche des prochaines élections tend à accélérer ce mouvement. Généralement, ce sont les conseils municipaux qui le décident. Une exception : la ville de Beauvais, dans l'Oise.

Le 27 septembre, les Beauvaisiens étaient appelés aux urnes pour une consultation sur l'armement de la police municipale. Une seule question : « Etes-vous favorable à l'armement en arme à poing de la police municipale ? » Seulement 18,7 % des électeurs se sont déplacés aux urnes, et seulement 33,1% des votants ont répondu « oui » ! La mairie de droite avait pourtant invité, dans les semaines précédant le scrutin, des « spécialistes », des « experts » du sujet tels que le criminologue Alain Bauer (qui est à l'honneur sous cette rubrique…) et un certain Laurent-Franck Lienard, formateur juridique au Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN). Malgré cette propagande, deux tiers des votants ont refusé cet armement. La sénatrice-maire, Caroline Cayeux, a annoncé qu'elle tiendrait compte de l'avis de la population et n'armerait pas ses agents.

La DCRI démasquée

A la fin du mois de septembre, des participants à la bibliothèque anarchiste La Discordia, dans le nord-est de Paris (45 rue du Pré-Saint-Gervais, dans le 19e), sont rentrés dans l'école Montessori située juste en face car ils se doutaient qu'un dispositif de surveillance y avait été placé pour les espionner. Après avoir exigé un rendez-vous avec la directrice de l'établissement, celle-ci finira par reconnaître la présence de ce dispositif. A la sortie des classes, ils parviennent à négocier l'accès au cagibi où il se trouvait, avant de devoir s'en emparer par la force, se rendant compte que « tout le monde » dans le personnel était au courant de son existence et qu'il était placé là depuis – au moins – la seconde semaine du mois de juillet. Une fois le boîtier récupéré, il fut démonté et photographié pour pouvoir récolter plus d'informations à son sujet et faire partager cette découverte. Le boîtier renfermait un grand nombre de matériaux sophistiqués : une caméra dont le zoom était contrôlable à distance, des antennes, du matériel réseau destiné à pouvoir regarder et interagir avec le matériel à distance et en direct. Les participants de la bibliothèque La Discordia rappellent qu'il est important de faire connaître ce genre d'informations quand on en a connaissance plutôt que de les cacher.Site : ladiscordia.noblog.org

Brother

Le salon Milipol Paris

Milipol Paris, appelé jusqu'en 1996 Milipol, est un salon international strictement réservé aux professionnels du secteur de la sécurité intérieure des Etats. Il a lieu tous les deux ans. C'est un événement officiel, réalisé sous l'égide du ministère français de l'Intérieur, en partenariat avec la Police nationale, la Gendarmerie nationale, la Sécurité civile, les Douanes, la Direction générale de l'armement, le Centre d'expertise et de soutien du combattant et des forces (CESCOF), Europol, etc. Il sert de vitrine technologique pour les produits et services de sécurité publique et industrielle, et c'est le premier salon mondial de la sécurité intérieure.
Milipol a été créé en 1984. En 1996 a eu lieu pour la première fois Milipol Qatar, qui se déroule depuis chaque année paire à Doha. Milipol Paris a lieu chaque année impaire. En 2011, 47 pays y étaient représentés. En 2013 (lire ci-après, à ce propos, « Valls tragique à Milipol : 100 morts (pour l'instant) »), il y avait 915 exposants de 49 Etats, 25 834 visiteurs, 161 délégations officielles de 97 Etats… Que du beau monde ! La 19e édition aura lieu du 17 au 20 novembre 2015 au parc des expositions de Paris Nord-Villepinte. Les secteurs du salon Milipol Paris : Protection des données - Systèmes d'information et de communication / Intelligence économique - Veille industrielle / Intégrateur de systèmes / Analyse et gestion des risques / NRBC / Sécurité civile / Police technique et scientifique / Maintien de l'ordre / Lutte antiterroriste - Forces spéciales / Protection des sites industriels et sensibles / Lutte contre le trafic organisé / Sécurité des lieux publics - Sécurité urbaine / Sécurité des transports / Sécurité portuaire et aéroportuaire - Contrôle des frontières / Sécurité routière / Sécurité bancaire et fiduciaire / Secteur pénitentiaire / Secteur pétrole et gaz.
Source : milipol.com

Le Conseil constitutionnel valide le travail en prison

Mi-septembre, 375 universitaires avaient signé une pétition réclamant un « droit du travail pénitentiaire ». Et, dans la foulée, le Conseil constitutionnel a jugé le 25 septembre que les dispositions contestées étaient conformes à la Constitution.
La loi pénitentiaire de 2009 avait posé le principe d'un taux horaire, fixé par décret : entre 20 et 45 % du Smic horaire brut. C'est ainsi qu'aujourd'hui un détenu touche 337 euros par mois pour un temps complet. De plus les détenus qui travaillent (environ 16 000 actuellement, sur 67 000 personnes incarcérées) n'ont pas de contrat. L'article 33 de la loi pénitentiaire de 2009 confie aux chefs d'établissement le soin de réglementer les activités de leurs détenus à travers un « acte d'engagement ». En prison, les droits sociaux n'existent pas, et pas davantage le droit du travail. C'est ainsi que les détenus cotisent pour les assurances vieillesse, chômage et maladie, et en retour ne touchent quasiment rien comme retraite, indemnités en cas d'arrêt maladie ou d'accident du travail… étant donné le faible taux horaire de leurs salaires.
Source : *libé*.fr

« Valls tragique à Milipol : 100 morts (pour l'instant) »

C'est le titre d'un article écrit en novembre 2013 par le journaliste d'investigation Jean-Marc Manach. Il a attendu que le numéro du magazine « Cash Investigation » sur la chaîne France 2 consacré au « Business de la peur » (dont il est enquêteur avec Jean-Pierre Canet) soit diffusé (le 21 septembre 2015) pour le publier sur son blog Bug Brother.
En novembre 2013, Valls est alors ministre de l'Intérieur. C'est donc lui qui va inaugurer ce salon en présence de 17 ministres de l'Intérieur en provenance d'Europe, d'Asie, du Proche-Orient ou d'Afrique. Sur la photographie officielle de l'inauguration de ce salon, on peut découvrir trois moustachus dont un en costume gris. L'ONG Bahrain Watch a identifié ce dernier comme étant Rachid bin Abdulla Al-Khalifa, ministre de l'Intérieur du Bahreïn. Ce petit royaume du golfe Persique, dirigé par la famille Al-Khalifa depuis… 1783, a connu le « printemps arabe » où il fut dénombré 150 000 manifestants sur 600 000 habitants, et qui fut réprimé dans le sang (au moins 100 morts, des centaines de blessés, des années de prison, des tortures…) grâce en grande partie à la France. C'est ainsi que les policiers anti-émeutes ont été formés par des CRS français. Ils ont dispersé les manifestants à coups de plomb de chasse (type chevrotine) et de gaz lacrymogènes fournis par une entreprise française, Alsetex, qui se présentait comme le « leader des produits pour la gestion démocratique des foules ». Pour la petite histoire, depuis que le journaliste J.-M. Manach a enquêté, Alsetex a retiré de son site Web le terme « démocratique » et les fiches signalétiques de ses grenades lacrymogènes. Pour éviter un scandale, début 2011, *Le Point*, reprenant une source gouvernementale française, annonçait la fin des exportations de l'ensemble des produits pour le maintien de l'ordre vers Bahreïn. Cette fin n'était que provisoire, car dès la fin tragique de ce « printemps arabe », les affaires reprenaient de plus belle : 76,6 M€ de matériels livrés en 2012, contre 26,8 en 2011 et 9,8 en 2010. La « Voix du Bahreïn » a précisé que Rachid Al-Khalifa était à Milipol à l'invitation de Manuel Valls, qui aurait accepté l'invitation d'aller, en retour, visiter le Bahreïn, au nom de la coopération bilatérale entre les deux pays. Source : bugbrother.blog.lemonde.fr

Surveillance internationale de masse

L'Assemblée nationale vient d'adopter une proposition de loi sur la surveillance à l'étranger, à la suite de la censure par le Conseil constitutionnel de la partie de la loi sur le renseignement qui lui était consacrée. Reste donc au Sénat à se prononcer.
Le texte précise que « peut être autorisée, aux seules fins de la défense et de la promotion des intérêts fondamentaux de la nation (…), la surveillance des communications qui sont émises ou reçues à l'étranger. Pour résumer, hors des frontières, quelle que soit la nationalité des cibles, sous la seule autorité du 1er ministre, il suffira aux services du renseignement de se référer à l'un des critères fourre-tout (prévention de la criminalité organisée, terrorisme, défense et promotion des intérêts économiques, soutien de la politique étrangère, surveillance des mouvements contestataires) pour déclencher une collecte massive des données de connexion et communications. Comme le dit Amnesty international, « la surveillance de masse n'a jamais aidé à la lutte antiterroriste, mais a servi d'autres buts, bien moins avouables : espionnage économique, diplomatique, contre des journalistes, des défenseurs des droits humains, des mouvements sociaux contestataires… ».
Source : ldh-toulon.net

Big Brother

« Affaire de Labège », l'Etat réprime sans compter



Le 29 septembre a été jugée à Toulouse l'« affaire de Labège ». Une centaine de personnes ont apporté leur soutien aux cinq inculpé-e-s en participant au pique-nique organisé devant le palais de justice ; et après un fort blocage policier pour empêcher l'accès au tribunal une soixantaine d'entre elles ont pu remplir la salle de ce « procès à risque » (dixit une policière). Voici le récit qui en a été fait sur le site IAATA le 5 octobre. Verdict le 3 novembre.

Au bout d'un acharnement policier et judiciaire représentatif de l'appareil répressif, le procès a enfin eu lieu pour accoucher d'une souris. Une procureure qui s'emmêle dans les faits et un juge qui s'excuserait presque de la tenue du procès ; même le journal local, pourtant peu enclin au doute, trouve s. Le théâtre judiciaire a donné, encore une fois ce mardi 29 septembre, une preuve de son rôle dans le maintien de l'ordre. Tentative de décryptage.

Retour en arrière

Les faits sont connus : une action contre les locaux de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) en solidarité avec . Quelques tags, du « liquide nauséabond », du bordel, des tracts, et disparition illico presto, classique. C'était en juillet 2011. Les pandores sont rapidement au travail, cravachés par un procureur qui s'était, le jour même, déplacé sur les lieux et avait promis de laver cet outrage. Au bout de quatre mois d'enquête, une opération monstre mobilisant 350 flics, dont l'antiterrorisme, réalise des . 11 arrestations, 48 heures de garde à vue pour 6 personnes, et au bout du compte 5 mises en examen, un témoin assisté et surtout 4 détentions provisoires. Là on rigole plus, la démesure entre les faits et l'opération policière laisse sans voix. Il a fallu s'organiser, gérer les peurs, organiser la solidarité et préparer, tant bien que mal, la riposte. La détention durera trois mois, où les méthodes vexatoires de la pénitentiaire ne seront pas sans effets, notamment sur la santé d'une camarade. Une manifestation de solidarité, le 17 décembre 2011, connaîtra une répression alors sans précédent dans la ville (1), mais qui se reproduira à l'occasion des manifestations de novembre 2014 à la suite de la mort de Rémi Fraysse.

Eléments de contexte

Voilà enfin le jour du procès, on va donc pouvoir mesurer les résultats du travail des gendarmes et de la justice... Ben on n'est pas déçu-e-s. La procureure va, à plusieurs reprises, alléguer des choses fausses : Que l'un des prévenus (absent) est sous contrôle judiciaire – il n'y en a plus depuis la fin de l'instruction, voici plus d'un an ; qu'il y a eu trois personnes incarcérées dans cette affaires – ce sont bien quatre personne qui ont subi les affres de l'enfermement ; que le portable d'une des prévenues a activé une borne sur le lieux des faits – là on n'est plus dans l'erreur, on est dans la fabrication de preuve... Et, à cette incompétence, elle ajoute un raisonnement alambiqué difficile à suivre : 1. l'action relève de la « désobéissance civique », 2. mais les prévenus n'ont pas revendiqué, dérogeant à la règle de ce mode d'action, alors là ils ont tout faux donc c'est par « désœuvrement » que l'action a eu lieu, 3. mais ils-elles étaient quand même super organisées... On ne comprend plus, en fait, l'action ne serait politique que si elle était assumée ? Pourtant, celle-ci a bien fait l'objet d'une revendication, et si la police et la presse avaient du mal à en situer l'origine (un temps, la piste de jeunes « victimes » des EPM ayant agi par vengeance a été évoquée), que la raison soit l'implication de la PJJ dans l'enfermement des mineurs ne faisait pas l'ombre d'un doute.

Le juge fait de longues déclarations pédagogiques sur la preuve en matière pénale et les « éléments de contexte ». En effet, il est clair que dans les inculpations ces derniers ont eu une place déterminante. Un élément de contexte, c'est un livre, une brochure, des fréquentations... En creux, le juge semble douter du bien-fondé de l'accusation. Il soulignera qu'il n'est pas responsable du renvoi devant sa juridiction... Entre les un-e-s à côté de la plaque et les autres pas vraiment convaincu-e-s, la scène prend un caractère un peu guignol... Les avocat-e-s ne relèvent pas vraiment le niveau, livrant une prestation sans flamme et ne dénonçant que trop mollement l'acharnement qu'ont subi les camarades dans cette affaire.

Tout ça pour ça ?!

Donc toute cette débauche d'énergie répressive, tous ces coups de pression pour un procès qui n'a été qu'une révélation de la vacuité de l'accusation. Le moment du jugement, parce qu'il est encore soumis à la nécessité de la preuve (2), ne peut rester dans le roulage de mécaniques policier. Il faut prouver la culpabilité, pas seulement désigner de probables coupables. Bien sûr, il y a peu de chances qu'il y ait relaxe, et encore moins acquittement. Cela voudrait dire que le tribunal juge l'enquête et

1. Constitution d'une nasse policière faite de gendarmes et CRS, et permettant aux BAC de faire un travail d'intimidation-identification. Un grand moment de férocité policière destiné à empêcher totalement une manifestation, ce qui n'avait d'ailleurs pas complètement réussi. .

2. Bon, c'est très relatif. Les comparutions immédiates sont un bel exemple que la justice s'arrange très bien du manque de preuves.

l'instruction mauvaises, et ça serait bien étonnant. Cela n'empêche évidemment pas d'espérer un tel miracle. Il nous faudra attendre le 3 novembre pour en avoir le cœur net ; d'ici là, les paris sont ouverts. Même dans le cas d'une condamnation, on s'interroge sur le fait que les peines demandées soient égales ou inférieures à celles demandées lors des procès de novembre à la suite des manifestations. Six mois ferme demandés pour l'un des prévenus et six mois avec sursis pour tout-e-s les autres. C'est d'une part l'illustration de l'extrême sévérité des comparutions immédiates, et d'autre part un aveu de faiblesse du parquet qui cherche à obtenir une condamnation *a minima* pour enterrer l'affaire avec les honneurs et sans faire de vagues. Entendons-nous bien : il est évident qu'un jour en prison est un jour de trop, mais la justice a ses barèmes et là vraiment c'est le tarif innocent (3).

A quoi bon ?

Peut-être que l'essentiel n'est pas la condamnation. Ce qui compte, c'est d'isoler un espace politique, celui d'une contestation frontale à l'Etat et ses appareils. En criminalisant les opinions bien avant que celles-ci aient pu fomenter des actes réellement subversifs, il y a un isolement qui est recherché. C'est que cette histoire doit être remise dans une longue série de coups de pression répressifs (4), dont l'affaire de Tarnac est sans aucun doute la plus connue. Ce qui compte, c'est l'intimidation : n'allez pas aux manifs non déclarées, ne faites pas d'action directe ou il vous en coûtera… Il faut aussi faire le parallèle avec ce qui se passe dans les quartiers populaires, où les descentes de police démesurées sont chose courante, souvent sans réel motif valable (5) et qui accouchent là aussi de souris. Non sans avoir permis le contrôle, l'identification, et réaffirmé qui commande. Tout en désignant un ennemi et en indiquant la division entre les bons et les mauvais… Le but de tout cela est la division, la méfiance et la peur, mamelles d'un maintien de l'ordre bien mené. Comme pour une manifestation que l'on va désigner comme dangereuse afin d'éviter que trop de monde s'y rende, que l'on va isoler, séparer du reste, pour ensuite intimider avec toute la férocité possible ceux et celles qui s'y trouvent…

Cette affaire touche à sa fin et c'est tant mieux. Nous ne savons pas ce que décidera le juge, mais nous sortons encore une fois convaincus que, la police, la justice et la prison, ça ne sert qu'à maintenir l'ordre injuste qui nous opprime et nous exploite…

P.-S. : Sur l'« affaire de Labège »,un blog existe réunissant énormément d'infos ; pour tous les détails, c'est le mieux.

3. Une blague circulait en URSS sur le goulag : un détenu récemment arrivé pour dix ans, ses camarades d'infortune l'interrogent sur ce qui l'amène là. « Rien, je suis innocent », dit-il. Et les autres de répondre : « Des nèfles, innocent c'est cinq ans. »

4. U avait été établie par le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux à l'époque, et elle était déjà assez éloquente.

5. Non pas qu'il y aurait une bonne raison de faire ce genre d'ignominie, mais il y a des règles de droit édictées par eux et on va pas se gêner pour souligner quand ils ne les respectent pas.



Poitiers 7-8 novembre



Acharnement contre Christine Ribailly

(suite… voir CA n°251, juin 2015)

Suite à un mouvement collectif des détenues du centre pénitentiaire de Vivonne en décembre 2014, Christine Ribailly devait comparaître ce mardi 6 octobre au tribunal de Poitiers pour « violences », « outrages », « menaces » envers divers membres de l'Administration pénitentiaire. Actuellement détenue à la prison d'Orléans-Saran, Christine a été déplacée jusqu'à la salle d'audience où l'attendaient une quarantaine de personnes venues la soutenir et témoigner leur solidarité envers les résistances individuelles et collectives face à l'incarcération et à la violence des matons.

Mais l'audience n'a pu avoir lieu et est reportée au 15 mars 2016 à 14 heures.

En effet, à la lecture faite par la juge de la longue convocation de Christine, énumérant les multiples faits qui lui sont reprochés, l'avocat de Christine a observé que la copie qui lui en avait été envoyée était incomplète et faisait état de 6 faits, au lieu des 11 cités par la juge. Le procureur n'acceptant pas que ces 6 faits passent à la trappe du jugement, Christine et sa défense ont opté pour le renvoi.

Il apparaît d'ores et déjà que les multiples plaintes rapportées par les membres de l'AP se sont ajoutées les unes après les autres à un dossier qui promettait aux accusateurs quelques recettes pour arrondir leurs fins de mois sur le dos de l'accusée. Chacun y est allé de sa petite plainte, aussi ridicules les unes que les autres.

Double peine pour de nombreux prisonniers, les mois d'emprisonnement à la suite de ce genre de plaintes s'ajoutent à des sanctions disciplinaires déjà prononcées, et ne cessent de gonfler les durées d'incarcération dans la plus totale impunité des matons.

Nous nous retrouverons donc aux côtés de Christine le 15 mars 2016 au tribunal de Poitiers à 14 heures.

Malgré les menaces, les anti-aéroport restent pleins d'initiatives

Occupation d'une nouvelle maison de Vinci AGO, manifestation contre les armes de la police, participation à la convergence tracto-vélo des ZADs vers la COP 21 ..., le mouvement anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes monte en pression face à Valls la Menace et aux rumeurs de création de milices patronales.

Une nouvelle occupation

Située à la Noë Verte à l'est de la ZAD, la nouvelle maison occupée avec le soutien actif des paysans de COPAIN 44 et de l'ACIPA (!) doit devenir une conserverie de légumes, sur deux hectares de terres agricoles. Elle viendrait compléter les autres collectifs de production existants sur la ZAD. Un collectif nantais, issu des milieux associatifs gravitant autour des SEL (système d'échange local), de l'économie distributive et de la coopérative intégrale (1), a ouvert cette maison à la barbe des vigiles et des gendarmes, avec le soutien déterminé des paysans du COPAIN (qui ont barré des routes quelques jours au cas où la maréchaussée tenterait une expulsion) mais aussi avec l'appui d'une partie de la population. Il est encore difficile de savoir si la préfecture lancera une expulsion prochaine, mais le projet en soi est une bouffée d'air pour la lutte. Il ouvre l'occupation de la ZAD à une problématique élargie à l'économie (quoiqu'on pense de la viabilité et de la pertinence de ces échanges sans argent), donc en rupture avec les composantes anti aéroport se bornant au NYMBY, « pas de ça chez moi ! », ou bien à une défense de la Nature.

Cette initiative constitue aussi une pierre dans le monde associatif nantais, tenu solidement par la mairie grâce à des salariés déguisés en militants et des subventions judicieusement allouées ; derrière ce « glacis » associatif, la stratégie municipale de la démocratie participative, énorme dispositif, tente d'impliquer les populations dans un engagement citoyenniste, écologiste, pacifié et verrouillé. Sommés de mettre leurs idées en pratique et de soutenir une initiative opposée à la politique d'aménagement de la métropole, les milieux écolos, alternatifs et associatifs qui gravitent dans le giron municipal se retrouvent un peu en contradiction, ce qui devrait perturber les satellites du PS nantais dont le plus bel exemplaire se nomme De Rugy, député ex-EELV et carriériste forcené. On ne peut donc que souhaiter longue vie à ce projet de mise en boîte de « grosses » légumes!

1) Initiative nantaise construite sur le modèle barcelonais qui regroupe des milliers de personnes et tente de mettre en place des réseaux d'échanges horizontaux sans monnaie, hors du système capitaliste...

Une manif trop loin ?

Autre initiative développée en partie par des zadistes, mais aussi le collectif nantais de « l'assemblée des blessés, des familles et des collectifs contre les violences policières », la manifestation contre l'usine Nobelsport à Pont-de-Buis dans le Finistère a tenté les 23, 24, 25 octobre, un an après la mort de Rémy Fresse sur la ZAD du Testet, de mobiliser contre le nouvel armement des policiers qui cause blessures et morts, bien que réputé « non-létal » (!), traduisant la volonté de l'Etat de réprimer de plus en plus durement toute contestation. Les anti-aéroport ont chèrement payé ce surarmement des policiers, avec de nombreuses blessures et mutilations lors de l'opération César en 2012 et le 22février 2014 à Nantes.

Le demi-succès de cette manif de Pont-de-Buis - très ambitieuse, puisqu'il s'agit rien de moins que faire reculer l'Etat sur son terrain par excellence, la répression – s'explique aussi par le caractère à tiroirs du but proclamé, en fait une confrontation « fermée » à d'autres problématiques. Nobelsport est une partie du complexe militaro-industriel français. Au moment où la France mène la guerre en Afrique et au Moyen-Orient, participant à créer des millions de morts, de blessés et de réfugiés désespérés, alors que le gouvernement vend des armes à des pouvoirs dictatoriaux (Arabie Saoudite, Egypte, Qatar,...), le complexe militaro-industriel français et Nobelsport sont l'Exemple de la production subventionnée, promotionnée, polluante et nuisible. Cette manifestation pouvait donc participer à relancer un anti-militarisme en sommeil depuis la fin de la conscription en France, mais aussi poser la question de la production, du Travail et de son utilité, et enfin dans un département sinistré par le chômage comme le Finistère, questionner un aménagement du territoire insensé, imposé par Paris au mépris des populations bretonnes. Bref, un vaste champ de mobilisation, qui aurait nécessité de s'ouvrir à de nombreuses composantes, plus circonspectes et pas forcément sur la même longueur d'onde que l'organisation de la manif.

Une tracto-vélo mémorable : cap sur la COP !

Dans ce numéro de *Courant Alternatif*, un dossier détaille les différents enjeux de la mobilisation contre la COP 21. La lutte anti-aéroport est bien sûr concernée par cette conférence, dont le but proclamé, la lutte contre le réchauffement climatique, est parfaitement contradictoire avec le projet d'aéroport. Il était donc normal de voir une nombreuse assistance aux premières réunions, avec des représentants de partis politiques, pour lancer cette caravane tracto-vélo qui doit converger à Paris avec d'autres cortèges venant de différents sites, dans l'Hexagone et à l'étranger. Il s'agit de rendre visible ces luttes contre des projets nuisibles et imposés par la logique capitaliste.

Mais un « petit » problème se pose, car les élections régionales qui s'annoncent calamiteuses pour la gauche et les écolos, auront lieu au même moment que la COP 21. Partir à l'aventure sur les routes avec une bande de zadistes ne s'annonce pas de tout repos pour des groupes politiques qui souhaitent limiter les dégâts électoraux et craignent une publicité contre-productive ; il y aura donc une manifestation à Nantes, organisée par les groupes institutionnels anti-aéroport, le jour même de l'arrivée des tracto-vélos à Paris le 28 novembre... Quant à l'ACIPA, elle organisera des débats dans un bled de Loire-Atlantique opportunément nommé Le Bourget ! Malgré ces défections prévisibles, la tracto-vélo anti-aéroport compte bien s'élancer sur les routes pour participer à sa façon à la lutte contre le réchauffement climatique, et pour ne pas passer à l'arrière-plan de l'actualité.

Rumeurs de milices patronales et vigilantes

Suite au délestage de quelques palettes de marchandise dans un camion égaré sur la « route des chicanes », ex- départementale 281, les pro-aéroport emmenés par le voiturier de VINCI AGO, le sémillant président des Ailes pour l'Ouest, projetteraient avec l'appui du patronat local du BTP et du transport routier, et le relais attentif de la presse locale, de créer des milices, sur le modèle de celles de la FDSEA, qui s'étaient illustrées à Sivens pour virer les Zadistes de la ZAD du Testet. Il y a toutefois une difficulté, puisque la FDSEA de Loire-Atlantique, opposée à l'aéroport et aux zadistes, a dénoncé la venue d'agriculteurs de la FDSEA du Tarn pour exposer les méthodes utilisées à Sivens. De même le Front National 44 a encore répété son opposition à l'aéroport... et aux zadistes. Ce qui enlève un certain nombre de candidats pour l'enrôlement!

L'occupation de la maison de la Noë Verte (voir ci-dessus) a encore plus excité cette partie des habitants, assez représentative pour que le maire de Notre-Dame-des-landes s'indigne de l'apparition d' « une nouvelle ZAD », d'autant que Valls mais aussi Hollande se sont sentis obligés de réaffirmer la nécessaire évacuation de cette zone de « non-droit ». Quel meilleur parrainage!

Il y a déjà eu des agressions sur la ZAD du fait de pro-aéroports. Mais des actions massives, sous l'oeil intéressé des gendarmes, peuvent se révéler contre-productives en « réveillant » les collectifs de soutien quelque peu assoupis en attendant les résultats des différentes démarches juridiques. Bref, au lieu de faire redescendre la pression et diminuer l'audience de la résistance au projet, de telles actions peuvent avoir un résultat inverse du but recherché et l'on peut douter que la préfecture, qui en a les moyens, laisse la situation se compliquer et s'envenimer, au risque de devenir un peu plus ingérable et explosive. A suivre.

Nantes le 24/10/15

Climat : le capitalisme nous enfume

Les négociations sur le changement climatique ont démarré en 1992, et sont rythmées par une conférence internationale annuelle appelée Conférence des parties, ou «COP». La 20e s'est déroulée à Lima, au Pérou, en décembre 2014. La 21e se tiendra à Paris (au Bourget) du 30 novembre au 11 décembre 2015.



AU DÉBUT ÉTAIT LE GIEC

Le GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) est une structure mise en place en 1988, à la demande du G7 (groupe des 7 pays les plus riches : Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Canada, Italie), par l'Organisation météorologique mondiale et par le programme pour l'environnement des Nations unies. Le rôle du GIEC est d'« expertiser l'information scientifique, technique et socio-économique qui concerne le risque de changement climatique provoqué par l'Homme ». Mais les « résumés pour les décideurs » sont négociés avec les représentants des Etats.

Tous notent que la température moyenne de surface de la Terre augmente, et cette augmentation est due quasi totalement aux émissions de gaz à effet de serre (GES), dont le plus abondant, le dioxyde de carbone, provient de la combustion des combustibles fossiles (charbon, pétrole…) qui couvre 80 % des besoins énergétiques de la planète. Or, aujourd'hui, il est admis par tous qu'en l'absence de réduction forte des émissions de GES le réchauffement entraînera, avec la fonte des glaces, une hausse du niveau des océans, la multiplication d'événements météorologiques extrêmes, une baisse de la productivité agricole, une diminution de l'eau potable disponible, un déclin accentué de la biodiversité, et qu'il aura des conséquences sanitaires.

Ce n'est pas le seul problème environnemental, mais il est sans aucun doute central par sa globalité, même si les conséquences annoncées de cette catastrophe n'auront pas les mêmes impacts selon les différents endroits de la planète. Il y a donc urgence à intervenir, pour prévenir ce désastre annoncé qui affecte surtout et en premier lieu les peuples. Mais la menace ne pourra être écartée que par des mesures très radicales, qui sont précisément celles que les décideurs retardent ou refusent.

DE SOMMETS EN CONVENTIONS ET PROTOCOLES

La convention issue du Sommet de la Terre, tenu à Rio en 1992, fixait comme objectif d'éviter une « perturbation dangereuse » du système climatique en tenant dûment compte du fait que tous les pays n'ont pas la même responsabilité historique dans le réchauffement, ni les mêmes capacités d'y faire face. Sur ces bases d'une « responsabilité commune mais différenciée » et de « capacité différenciée » à la gérer, lors de la COP3, à Kyoto en 1997, les pays développés s'engageaient à réduire leurs émissions de 5,2 % entre 2008 et 2012, par rapport à 1990. Le protocole de Kyoto s'avéra une escroquerie. L'effort que les pays « développés » auraient dû consentir était dérisoire.

Les pays riches, industrialisés, avaient leur idée sur la façon de faire : le marché des droits d'émission échangeables et la possibilité pour les pays du Nord de remplacer des réductions d'« économies domestiques » par l'achat de crédits d'émission générés par des investissements soi-disant « propres ». Notons que ces rencontres internationales sont des moments où gouvernements et puissants lobbies s'allient ou s'affrontent pour défendre leur propres intérêts. L'immobilisme qui en résulte dépend donc de leurs enjeux du moment. Lors de la COP15 de Copenhague, en 2009, les pays du Sud dénoncèrent le manque d'engagement concret des pays du Nord. Globalement justifiée, cette dénonciation n'était cependant pas exempte d'arrière-pensées, principalement de la part des grands pays dits « émergents » (Brésil, Inde) et des producteurs de pétrole comme le Venezuela, plus soucieux de leurs ressources fossiles et de leur économie nationales que de remédier au dérèglement climatique.

La COP20 de Lima, en décembre 2014, n'a pas dérogé à ce qui freine ces conférences : des négociations difficiles, pour un accord minimal entre partenaires. Alors que 400 000 personnes défilaient dans les rues, l'immobilisme et l'irresponsabilité prirent le pas sur l'urgence des solutions à apporter pour limiter le réchauffement de la Terre à 2 °C. Les Etats-Unis (et les pays riches en général) ne sont pas prêts à renoncer à leur mode de vie tandis que la Chine s'est engagée, pour son urgence économique, à augmenter ses émissions jusqu'en 2030 avant d'envisager de les baisser ! Ces deux pays sont les deux plus grands émetteurs de GES ou gaz à effet de serre (40 %), mais leur « responsabilité historique » dans le réchauffement reste très différente.

PYROMANES ET POMPIERS

Pendant ce temps, les premiers bénéficiaires, ces pyromanes impunis que sont les puissants lobbies publics ou privés, sont de toutes ces réunions internationales qu'ils sponsorisent. Les Etats-Unis fracturent leur sol pour obtenir des gaz de schiste, le Canada sacrifie sa forêt boréale pour des sables bitumineux, tandis que la France, qui se veut à la pointe du combat contre les GES, s'enorgueillit de son nucléaire en s'enferrant avec son EPR dispendieux, construit un aéroport inutile et d'autres joyeusetés environnementales nuisibles et inutiles, et que la Chine multiplie ses centrales à charbon. Certes, la responsabilité historique n'est pas identique entre pays développés et pays dits émergents. Le capitalisme a démontré qu'il crée la crise écologique en cours par sa voracité. Ses gestionnaires n'éviteront rien. Comment ces addicts au profit, les gouvernements, les multinationales, pourraient-ils résoudre cette crise du réchauffement,

alors qu'ils défendent avant tout leurs intérêts économiques à court terme ? Mieux, les solutions « vertes, raisonnées, durables » (nucléaire, bio et agrocarburants, voiture électrique…) qu'ils proposent ne visent qu'à accroître leurs implantations et parts de marché. « Nous n'allons pas stopper d'un coup l'ensemble des centrales à charbon en fonctionnement dans le monde », s'est défendu le PDG d'ENGIE (ex-GDF-Suez), Gérard Mestrallet, rappelant que son entreprise contribuait pour beaucoup au développement des énergies renouvelables dans les pays émergents. »

La cause de cette situation climatique préoccupante n'est pas tant dans l'impossibilité technique de sortir des combustibles fossiles que dans la nature même du système économique capitaliste. Peut-on imaginer le capitalisme sans la croissance, sans ses profits, alors qu'il a réduit tous les aspects de nos vies à des marchandises, à des logos ?

En réalité, d'une manière générale, les nombreuses « grand-messes » internationales et autres conventions, qui prétendent concilier la croissance et la lutte contre les émissions de GES, sont toutes biaisées par les préoccupations « court-termistes ». Ce que ne manque pas d'apprécier le capital financier qui dirige le monde. En effet, pour sauver le climat, les multinationales du gaz, pétrole, charbon et autres devraient renoncer à exploiter les quatre cinquièmes des réserves fossiles dont elles sont propriétaires, qui font partie de leurs actifs et qui déterminent leur santé financière. La majeure partie du système énergétique mondial (un cinquième du PIB global) devrait être mise à la casse avant amortissement. Protéger la planète implique des réductions d'émission tellement drastiques qu'elles ne sont pas réalisables sans une diminution importante de la consommation énergétique, sans changer notre manière de vivre. Et une telle diminution à son tour n'est pas possible sans diminuer, voire arrêter, la transformation et les transports des matières fossiles exploitées. Autrement dit, sans renoncer à la croissance, à l'inévitable logique productiviste-consumériste et sa sacro-sainte liberté d'entreprendre, fixée et régie par les « lois du marché ». Sans mouvement populaire puissant et déterminé, il est donc peu probable que les capitalistes se résignent à une telle finalité.

Les énergéticiens français restent accros au charbon

L'ONG Oxfam France fustige dans un communiqué « l'hypocrisie du gouvernement français ». Avec Les Amis de la Terre, elle dénonce le financement de la COP21 par les « champions français de la pollution ». Elle cite BNP Paribas (qui a soutenu à hauteur de plus de 15,5 milliards d'euros le charbon entre 2005 et 2014), EDF et ENGIE (dont les 46 centrales à charbon sont chaque année responsables de près de la moitié des émissions de GES de la France) et les accuse de se livrer à « une véritable opération de greenwashing avec la complicité du gouvernement français », au lieu de s'engager à stopper tout soutien au secteur du charbon d'ici au sommet sur le climat.

HOLLANDE L'ÉCOLO

L'escapade rurale en Haute-Saône de François Hollande et sa suite de ministres démontre que M. le Président est déjà en campagne – mais électorale cette fois – pour 2017. Il avait conditionné sa nouvelle candidature à la présidentielle à une baisse du chômage… improbable… vu l'actualité. Pour faire oublier cette promesse faite aux Français, la cellule de com' élyséenne s'est donc mise en branle pour donner une stature internationale au Président. C'est pourquoi la COP21 sera finement mise en spectacle – ce sera « le plus grand événement international jamais organisé sur le sol français », dixit Laurent Fabius. Un accord en décembre à Paris pourrait servir les intérêts électoraux du Président pour 2017 et faire oublier ses promesses électorales reniées par sa politique social-libérale : nombreux cadeaux au patronat et plus grande paupérisation de la population déjà précarisée. Un accord à Paris boosterait le PS, déserté par ses militants et abandonné par son électorat. Hollande, qui ne s'est jamais intéressé à l'écologie, vient de découvrir que le réchauffement climatique est une réalité, une priorité, une urgence ! Son bilan présidentiel en la matière est dans la continuité de celui de Sarkozy. Ecologiste, le Président ? Autant que son Premier ministre, qui vient d'octroyer une subvention supplémentaire pour la réussite de la COP21 mais a diminué de 100 millions d'euros le budget du ministère de l'Ecologie. Aussi, à défaut d'organiser les Jeux olympiques ou la Coupe du monde de foot, notre pays aura sa COP21. La France sera le centre du monde en accueillant cette conférence. Il est vrai que notre Président n'a pas eu de « cérémonies officielles et internationales » à présider jusqu'à ce jour. La COP21 sera « SA » grande conférence internationale. Sont attendus les représentants de 195 pays, près de 50 000 participants, dont 25 000 délégués officiels venant de gouvernements, organisations intergouvernementales, agences de l'ONU, ONG, syndicats et de la société civile. Une conférence dont L. Fabius et S. Royal se disputent discrètement la palme d'un triomphe annoncé. Alors, la COP21 de décembre à Paris sera-t-elle différente des précédentes ? Sera-t-elle un sommet de plus du mensonge, du business et du crime climatique ? S'ils ne rencontrent pas de résistance populaire, nos gouvernants permettront au système de nous plonger encore plus dans la destruction sociale et environnementale. « Crise écologique », « changement climatique », ces appellations trompeuses ne servent qu'à masquer la marche insensée du capitalisme dans le pillage de la planète et l'exploitation des peuples.

Partant des luttes locales, notre résistance ne peut s'appréhender que globalement. Nous devons inventer dans nos luttes ou nos multiples lieux de résistance les outils permettant de développer des pratiques, des revendications, des formes d'auto-organisation. Socialisme ou barbarie, comme disait l'autre. Nous devons avancer le projet d'une autre société possible, d'une société non productiviste dans une solidarité internationale de classe. Pour nous sortir de cette impasse de destruction massive qui nous prend en otages, il n'y aura pas d'autre solution que de virer le capitalisme.

OCL-Caen



A propos des marchés carbone

Au-delà des effets de manches citoyennistes et des grandes proclamations, l'objectif officiel de la COP21 est de réduire l'émission de gaz à effet de serre, sans se préoccuper ni de l'épuisement des ressources naturelles, ni des pollutions à répétition, ni des autres effets néfastes de l'activité capitaliste. Son histoire remonte au sommet de Rio en 1992, et il s'agit surtout du prolongement du protocole de Kyoto adopté en 1997. De quoi s'agit-il en fait? Le principal mécanisme prévu est celui des marchés carbone, ou comment le capitalisme pyromane se présente en capitalisme pompier.

LE TRIOMPHE DU LIBÉRALISME

Après les rapports du GIEC sur le réchauffement climatique, les Etats devaient se décider à faire quelque chose contre les émissions de gaz à effet de serre, question de survie, même pour eux. Evidemment, ce sont les pays développés qui ont le plus contribué au réchauffement global, qui en ont retiré le plus grand bénéfice, alors qu'ils n'ont pas été officiellement tenus responsables des dommages causés par leurs émissions. Les effets négatifs des changements climatiques, en revanche, sont ressentis partout sur la Terre, et devraient être plus graves pour les pays les plus pauvres, qui n'ont généré que très peu d'émissions. Chaque Etat prétendait imposer cette réduction aux autres. Les pays développés accusaient les pays en développement de fortement contribuer à l'augmentation des émissions lorsqu'ils ont commencé à émerger. Les pays émergents estimaient que leur développement n'avait pas à être brisé pour des émissions dont les pays développés était très majoritairement responsables. Le protocole de Kyoto pose une limite aux grandes économies mondiales sur le rejet total des émissions, et les pays industrialisés ont des objectifs obligatoires d'émissions qu'ils doivent respecter.

Surtout, les Etats-Unis, plus gros émetteurs de gaz à effet de serre de la planète, rejetaient toute idée d'être contraints par une quelconque réglementation mondiale. Et il est vrai qu'à bien y réfléchir, s'engager sur des objectifs contraignants, c'est une forme de socialisme. En France, par exemple, la majorité des gaz à effet de serre sont émis par l'industrie, les transports et le secteur de l'énergie. S'engager sur des objectifs contraignants signifie encadrer les entreprises et développer les transports collectifs. Horreur! D'autant que, pour l'idéologie libérale, on ne peut faire confiance à l'Etat pour intervenir dans le domaine économique; le marché est la seule baguette magique qui permet de réconcilier les intérêts individuels au service de l'intérêt général.

Du coup, le protocole de Kyoto a prévu des objectifs en termes d'émissions de gaz à effet de serre, mais pas les modalités: taxe carbone? Réglementation mondiale? Quotas échangés? C'est quelques années plus tard, à Marrakech, qu'un compromis a été trouvé sous la forme de la plus fantastique arnaque libérale du siècle. Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, ne les interdisons pas, rendons-les payantes; mieux, créons un marché qui pourra être rentable. Quel en est le principe? Les Etats s'engagent sur un plafond d'émissions de gaz à effet de serre, plus bas que leurs émissions actuelles. L'objectif officiel de la COP21 est d'aboutir à un accord juridique international contraignant ayant pour but de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C, accord applicable en 2020. Des quotas d'émissions sont distribués, correspondant à ce plafond. Chaque Etat répartit ensuite ces quotas entre ses divers secteurs économiques, puis à l'intérieur entre les entreprises (les plus grandes seulement, sinon c'est trop compliqué). Si une entreprise veut émettre plus de gaz à effet de serre, elle devra acheter des droits à émission à une entreprise qui en a à revendre parce qu'elle en émet moins.

De fait, les COP, suivant le protocole de Kyoto, ont fixé trois modalités principales de réduction des émissions de gaz à effet de serre: le commerce d'émissions (ou marchés carbone), les mécanismes de développement propre et les applications conjointes.

LES MARCHÉS CARBONE

En fait, le protocole de Kyoto, signé en 1997, n'est entré en vigueur qu'en 2005 car il fallait la ratification d'au moins 55 pays (les Etats-Unis, pour lesquels ce protocole avait été fait sur mesure, n'ont bien sûr jamais signé), représentant au moins 55% des émissions de CO_2. Par exemple, la France a reçu 2820 millions de quotas Kyoto, soit cinq fois ses émissions de 1990 pour cinq ans, puisqu'elle s'était engagée à les stabiliser, quotas qu'elle a mis sur une espèce de compte en banque. De toute façon, les quotas issus du protocole de Kyoto n'ont jamais été échangés: les objectifs étaient suffisamment larges pour que les trois quarts des pays les aient respectés (sauf les Etats-Unis bien sûr).

Un marché carbone fonctionne. C'est le marché européen, mis en place en 2005, qui en est à sa troisième phase (2013-2020). C'est le plus ambitieux et ce n'est pas triste. Pour commencer, il faut mesurer les émissions de gaz à effet de serre site industriel par site industriel, dans les secteurs les plus polluants de ce point de vue. 11000 sites industriels ont été recensés à travers l'Europe. Il a fallu ensuite s'entendre sur un plafond global d'émissions, puis sur sa répartition entre les différents sites pour attribuer un montant de quotas aux entreprises.

Le marché, d'après les libéraux, est censé limiter la consommation de ce qui est rare par la hausse de son prix. Mais là, c'est l'Etat qui fixe au départ le plafond d'émissions, donc en fait le prix de la tonne de carbone. Chaque Etat a bien défendu son industrie et prévu très large. Puis la crise est passée par là, et elle a été très efficace pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Résultat, la tonne de carbone qui était à 21€ en 2008 était à 6€ en 2014... Les entreprises disposent de tonnes de quotas dont elles ne savent que faire... Et je ne vous parle pas des arnaques qui défraient régulièrement la chronique, de projets mis en place uniquement pour toucher la manne des quotas. Pour qu'un marché carbone ne soit pas efficace contre la pollution, il suffit de prévoir large au départ. On peut parier que c'est ce qui va se passer à la COP21, aucun Etat ne souhaitant compromettre sa croissance.

D'autant que le lancement du marché européen n'a pu se faire que parce qu'il y avait déjà un accord entre les 28 pays sur un objectif en termes de plafond et sa répartition entre eux. En ce qui concerne le niveau mondial, de ce point de vue, tout est à faire. Et on peut parier que, sur une vaste partie de la planète, les mesures d'émissions de gaz à effet de serre sont essentiellement théoriques. Qui va financer des milliers de chercheurs et techniciens pour faire des millions de mesures à travers le monde? Les pays développés devraient cependant rendre compte à cette COP des inventaires de gaz à effet de serre qu'ils se sont engagés à mettre en place précédemment.

Les marchés carbone sont bien sûr viciés à la base. Les pays riches ont les moyens technologiques de baisser leurs émissions, c'est juste une question de coûts. Il faut que le prix de la tonne de carbone soit élevé pour qu'ils investissent. Et encore. Ils peuvent alors choisir de délocaliser là où il y a de la marge pour les émissions de gaz à effet de serre, les pays en voie de développement par exemple. Ils peuvent aussi leur acheter de la tonne de carbone. Un pays un peu juste en autorisation d'émettre du carbone peut également planter une forêt quelque part, et ainsi récupérer des droits supplémentaires à émettre du carbone...

LES MÉCANISMES DE DÉVELOPPEMENT PROPRE

Les mécanismes de développement propre ont été mis en place à propos des pays du tiers-monde, et ça a eu plus de succès que les marchés carbone, parce que c'est plus rentable et que ça va bien dans le sens de la perpétuation de la domination du Nord sur le Sud.

Comment ça marche? Des pays industrialisés, ou plutôt des entreprises des pays développés, autrement dit des multinationales, financent des projets qui réduisent ou évitent des émissions dans des nations moins riches. Ces projets peuvent être des projets rentables en eux-mêmes, la seule condition étant qu'ils utilisent des technologies moins émetteuses en gaz à effet de serre que les technologies habituelles. En plus de la rentabilité propre de ce projet, ces nations sont récompensées par des crédits carbone qu'elles peuvent utiliser pour atteindre leurs propres objectifs d'émissions, n'importe où sur la planète. Et l'avantage pour les pays du tiers-monde? Comme l'écrivent joliment les Nations unies, ils «bénéficient gratuitement de technologies avancées qui permettent à leurs usines ou leurs installations générant de l'électricité d'opérer de manière plus efficace». Effectivement, chaque fois qu'une multinationale investit dans une mine ou une usine, le pays bénéficie gratuitement de technologies avancées....

La philosophie de ce mécanisme est donc relativement simple: les multinationales bénéficient d'une forme de subvention pour leurs projets d'exploitation dans les pays du tiers-monde pourvu qu'elles exportent leur technologie, ce qui est à peu près toujours le cas. Mais il faut en plus imaginer l'usine à gaz que c'est, et donc tout le business que ça génère. Des experts vont évaluer quelles auraient été les conséquences en termes de réchauffement si une technologie lambda avait été utilisée (tout dépend donc de la technologie prise comme référence), pour savoir quelle différence ça fait avec le projet proposé. Il y a ensuite des experts (éventuellement les mêmes) qui vont certifier tout ça au nom des organismes spécialisés dans la protection de l'environnement. Ces mêmes experts vont ensuite faire un suivi des projets. Le tout étant à peu près aussi fiable qu'un certificat de mesure des émissions de particules d'un véhicule diesel par Volkswagen...

L'«application conjointe» est à peu près la même chose que les mécanismes de développement propre, sauf que c'est entre pays industrialisés, c'est-à-dire que concrètement elle concerne des projets avec l'Europe de l'Est ou dans l'ex-URSS. C'est tout aussi croquignolet. Les émissions des pays de l'Est ont été prévues très très larges, et depuis leur croissance n'a pas été du tout celle escomptée. Résultat, ils disposent de beaucoup d'«air chaud», selon l'expression des experts, c'est-à-dire d'autorisations d'émissions de carbone qui ne leur servent à rien et qui leur permettent des projets polluants ailleurs... Evidemment, l'importance de cet air chaud n'est pas étrangère à l'effondrement du prix européen de la tonne de carbone.

BRÈVE CONCLUSION

On peut toujours rêver et s'imaginer que parce que notre survie est en jeu, les Etats vont jouer un rôle protecteur en agissant contre le réchauffement climatique. Mais le capitalisme reste le capitalisme. C'est ce système productiviste qui est responsable du réchauffement climatique: on peut dater très précisément l'augmentation exponentielle des émissions de gaz à effet de serre de la révolution industrielle. Et faire confiance au pyromane pour concevoir la réglementation de prévention des incendies semble un peu incertain.

Le développement durable dont on nous rebat les oreilles n'est qu'un compromis douteux, une façon de sauver la notion de croissance alors qu'on sait qu'elle a déjà rencontré ses limites écologiques. La seule solution qu'ils soient capables de proposer, c'est des améliorations technologiques pour une croissance moins gourmande en CO_2. Les seuls termes dans lesquels ils sont capables de réfléchir une solution, c'est en attribuant un prix à la nature, à l'air qu'on respire, etc., bref en marchandisant encore plus le monde dans lequel nous vivons.

Les résultats officiels de cette conférence nous importent peu. Quels qu'ils soient, ils ne nous rapprocheront pas d'un pouce de la résolution des problèmes.

Sylvie

Dérèglements climatiques : Le capitalisme menace l'équilibre et la survie de la planète

L'indignation, la gestion d'un capitalisme à visage humain ou d'un capitalisme vert ne suffiront pas. La recherche du taux de profit maximal dans tous les domaines implique la mise au pas de toutes les populations. L'exploitation généralisée des ressources nécessaires à la vie remet en cause la survie de l'espèce humaine.

Du dérèglement climatique au tarissement des ressources vitales, la chienlit capitaliste bouleverse à tel point les équilibres que les limites de l'irréversible semblent être atteintes. Sur bien des points, le problème écologique et celui des ressources appellent des mesures urgentes que le capitalisme libéral ou réformiste est incapable de prendre, pour des raisons structurelles liées à sa propre survie.

L'AGRICULTURE NOURRICIÈRE ET DESTRUCTRICE

La maîtrise de la production alimentaire est l'un des enjeux majeurs du XXIe siècle. La mainmise par les multinationales et les trusts agro-alimentaires sur les productions agricoles, par le productivisme, la privatisation du vivant, l'accaparement des terres, etc., ne répond qu'à la recherche du profit, et non au bien-être du plus grand nombre. L'industrialisation mondiale de l'agriculture, en opposition avec l'autonomie alimentaire, poursuit un seul but, la valorisation du capital.

La monopolisation des productions industrielle et agricole, de l'eau, de l'énergie, maintient notre dépendance à cette société capitaliste et empêche notre autonomie. La disparition de milliers de petites exploitations dans le monde répond à la même logique. L'accumulation des terres entre les mains d'un petit nombre, les technologies de contrôle, tant animal qu'humain, les subventions, l'utilisation de pesticides, d'OGM, de matériels électroniques, de drones, de satellites, de normes, de puçage et autres « biens faits du progrès » s'intègrent parfaitement à cette société, versant vers le totalitarisme, dont la grille de lecture incorpore seulement le retour sur investissement.

Loin de régler la famine dans le monde, l'agriculture productiviste participe à la mise sous tutelle d'une part toujours plus importante de l'espèce humaine.

En espérant que l'adage « On ne mord pas la main qui nous nourrit » soit vrai.

L'EXPANSION ABERRANTE DES TRANSPORTS ET LE CAPITALISME GLOBALISÉ

Les nouveaux modes de production en flux tendus ont besoin de grandes infrastructures de transport (autoroutes, TGV, ports, aéroports..). L'aménagement des territoires, présenté comme le progrès, la richesse, la croissance et la modernité ne sont que les instruments fondamentaux, pour la classe dominante, de notre exploitation. Le gaspillage des ressources publiques, pour la réalisation de ces infrastructures, réduit les dépenses à caractère social et permet la marchandisation des biens communs indispensables à notre vie. L'aberration qui consiste à faire parcourir des milliers de kilomètres aux productions industrielles et agricoles participe à la reproduction du capital. Le flux de matières premières et autres produits manufacturés, après un long périple, réintègre les pays dits « développés » ou « en voie de développement » là où le retour sur investissement est le plus probable. Le flux doit être continu, car l'arrêt du flux des marchandises serait une attaque importante portée à l'organisation de la société capitaliste. Les grèves, dans le secteur de la logistique, sont la hantise de la classe dominante, car si elles étaient de grande ampleur elles seraient à même de détruire tout l'édifice. Et cela nous permettrait enfin de nous pencher sur les questions essentielles qui sont : Quoi produire ? Par qui ? Comment ? Et pour quel modèle de société ?

ET DONC !

La préoccupation écologique et le souci de la gestion des ressources se heurtent donc à la nature intrinsèque du capitalisme, ainsi qu'aux intérêts de ses dirigeants en termes de profit, de maintien de leur domination sociale et politique sur le monde. Mais l'emprise de cette domination ne se cantonne pas à la gestion matérielle. La connaissance scientifique, commandée par des intérêts très particuliers, a tourné la tête à bien du monde, aboutissant au résultat inverse que des propagateurs souvent sincères lui avaient assigné. Elle est non seulement devenue un élément idéologique de la classe dominante, mais fait également office de nouvel obscurantisme dont des milliers de vies humaines ont déjà fait les frais. Ainsi, la contestation du système capitaliste ne saurait s'affranchir d'une rupture radicale d'avec la pratique liée à cette idéologie dévastatrice, qui n'a jamais servi qu'en tant que justification de la plus vaste entreprise d'exploitation de l'humanité et de la nature sévissant maintenant depuis plusieurs siècles. Nous sommes ainsi au cœur d'un problème tout à la fois politique, social et philosophique. Nous ne pouvons combattre pour une société nouvelle avec les armes de nos ennemis ; nous ne pourrons pas plus la faire vivre en laissant intacts des pans entiers de son appareillage idéologique.

OCL-Moulins

Pour en savoir plus

Hors-séries
sur commande
à OCL/Egregore - BP 81213 - 51058 Reims cedex
• *Ni rose ni vert, arrêt immédiat du nucléaire* : 3,80 euros
•*L'environnement, c'est Kapital* : 4 euros

Brochures
à télécharger sur notre site
http://www.oclibertaire.lautre.net
• *Aperçu sur l'histoire du mouvement antinucléaire en France*
• *Greenpeace ou la dépossession des luttes écologiques.*

La COP21, une conférence paradoxale en apparence ?

Deux mois avant, nous apprenons que la déclaration finale de la COP21 (30 novembre - 11 décembre) ne devrait compter qu'une vingtaine de pages, soumises à la signature de 145 représentants gouvernementaux, sur les 195 délégations présentes. Tout est donc déjà écrit ? Le but d'un tel événement politique serait-il autre que la préservation du climat par les Etats ? La société civile serait-elle la première cible d'une telle mise en scène, d'une telle débauche de médias, pour construire un consensus sociétal autour d'une consommation différente au coût plus élevé et d'une préoccupation écologique ?

Cette préoccupation des Etats exclusivement pour les modifications climatiques catastrophiques annoncées est plutôt étonnante, quand la liste des conséquences désastreuses de l'activité humaine sur l'environnement s'allonge régulièrement : biodiversité menacée, manipulations génétiques du vivant de plus en plus aléatoires et disséminées, pollutions diverses de l'atmosphère, de régions ou d'océans entiers (Fukushima), transformation irréversible de territoires gigantesques (Amazonie), etc.

En 1987, le protocole de Montréal avait pu préserver la couche d'ozone en partie et pour un moment, en supprimant la production des gaz polluants, très spécifiques. Aujourd'hui, la volonté de s'attaquer au réchauffement climatique est beaucoup plus contraignante. L'utilisation de combustibles fossiles est générale pour les activités humaines (chauffage, déplacement, industrie, alimentation). De plus, les deux Etats responsables de 40 % des émissions de gaz à effet de serre, les Etats-Unis et la Chine, disposant de charbon peu coûteux, ne veulent pas brider leurs économies avant 2030 pour modifier leurs productions énergétiques. Ce ne pourra donc être qu'un processus long, obligeant le capitalisme à s'autocorriger en optant pour des solutions techniques moins immédiatement rentables et concurrentielles. Mais cette modification de la consommation énergétique (énergies renouvelables, innovations technologiques, consommation différente) émanciperait les économies des Etats les plus anciennement industrialisés de leur dépendance aux énergies fossiles, de plus en plus rares et chères a priori. On peut donc supposer que le bénéfice recherché à long terme est plus pragmatique et comptable que la seule préservation du climat.

Bien sûr, il y a une autre solution pour éviter le réchauffement climatique, mais elle implique une véritable révolution, une « décroissance » et la fin du travail productiviste imposé (1). Par exemple, relocaliser et déconcentrer les productions, alimentaires ou industrielles, pour éliminer le transport qui concerne les objets les plus anodins (2), mais aussi en premier lieu les personnes les produisant. Cette déconstruction des flux économiques redonnerait aux anciens pays colonisés un contrôle sur leur avenir, avec une économie autocentrée, battant en brèche toute l'organisation géopolitique des derniers siècles. Bien sûr, il faudrait alors que l'utilité sociale de la production prime sur la rentabilité financière. C'est tout le contraire qui se passe : les délocalisations industrielles continuent globalement, le phénomène de métropolisation et de concentration urbaine

des services et des richesses s'intensifie.

Le capitalisme compte bien faire une affaire juteuse de cette préservation du climat, avec tous les nouveaux créneaux qui s'ouvrent, de la bagnole électrique aux « villes intelligentes », mais il lui faut une adhésion millimétrée des populations. Il lui faut un mouvement d'opinion, pas un mouvement de luttes. Il ne faudrait pas que les projets irrationnels d'infrastructures comme les autoroutes, aéroports, lignes à grande vitesse soient les victimes collatérales de cette préservation du climat, mobilisant les populations contre les multinationales du béton et les politiciens locaux en quête de promotion de leurs fiefs. La COP21 prend là tout son sens : elle offrira une place de choix aux ONG et associations diverses qui occupent le créneau de l'écologie en tant qu'experts et autres lanceurs d'alerte, pour mobiliser l'opinion et les bonnes volontés derrière elles. La COP21 vise l'opinion des populations ayant encore un volant économique, avec l'encadrement des ONG spécialisées, pour lancer un nouveau mode de consommation et non pas un arrêt des « affaires ». C'est bien pour cela que, dans un même mouvement contradictoire, le gouvernement Valls promet de construire un aéroport surnuméraire (mais Haute Qualité Environnementale) à Notre-Dame-des-Landes contre l'avis de la population bretonne gavée de lisier, de marées noires et autres sous-marins nucléaires, tout en organisant cette conférence mondiale à Paris.

Pour notre part, nous pensons que cette COP21 doit être un moment privilégié d'apparition et de rencontre des luttes et des résistances, contre un spectacle pacifié et codifié de notables planétaires, de multinationales de l'opinion et de médias consensuels et obséquieux. Les graves problèmes environnementaux doivent être réglés par l'élimination, ou au moins par la neutralisation des causes qui en sont à l'origine, et non par la fuite en avant à laquelle nous assistons actuellement, avec leurs bagnoles électriques – rechargées à l'électricité d'origine nucléaire générant des déchets dont nous ne savons que faire ! – ou leurs champs gigantesques d'éoliennes – aux retombées sous-estimées – et autres objets « intelligents ».

OCL-Nantes, le 06/10/15



1. Cf. « Travailler deux heures par jour », collectif Adret, au Seuil.
2. Les composants d'un simple pot de yaourt – lait, ferments, fruits, plastique, capsule – parcourent en moyenne 9 000 km avant d'arriver sur la table.

Le réchauffement climatique : une aubaine pour les promoteurs du nucléaire

La COP21, c'est la conférence de l'ONU pour un accord international sur la protection du climat, et la protection du climat s'entend comme la limitation de la production des gaz à effet de serre afin de juguler l'augmentation de la température terrestre.

Une des solutions serait de diminuer la production d'énergie, car de l'énergie gaspillée ce n'est pas ce qui manque dans les pays industrialisés. Mais cette solution n'est pas à l'ordre du jour. C'est même l'inverse qui est planifié. Comment produire plus d'énergie tout en émettant, si possible, moins de gaz à effet de serre, voilà la question. Si l'on considère qui est le pays organisateur (la France, le pays le plus nucléarisé de la planète qui cherche à vendre des centrales dans le monde entier) et qui fait partie des sponsors (EDF, ENGIE ex-GDF-Suez), la réponse vient d'elle même : la COP21 sera une vitrine pour la promotion de l'industrie soit-disant « verte », et tout particulièrement de l'industrie nucléaire. Gouvernement français et industriels, main dans la main, comptent profiter de l'occasion pour vendre le nucléaire rebaptisé « énergie bas carbone » comme solution au changement climatique. EDF, en effet, se vante de produire « 98 % d'électricité sans CO_2 », un calcul rendu possible par la non-prise en compte de toutes les opérations liées au fonctionnement de l'industrie nucléaire (de l'extraction du minerai au démantèlement des centrales, en passant par la fabrication du combustible, le transport et le traitement des déchets radioactifs). Or le nucléaire n'est pas la solution. Les amateurs de petits calculs ont établi que, pour réduire la production mondiale de CO_2 de 9 %, il faudrait mettre en service un réacteur nucléaire chaque semaine durant quinze ans. Personne ne croit que cela va être possible, et tant mieux. Le nucléaire n'est pas une solution, et même s'il en était une, nous n'en voudrions pas. Nous sommes pour nous passer du nucléaire, qui ne représente que 5 % de l'énergie mondiale produite, ce qui aurait pour effet, certes, d'augmenter l'effet de serre, mais de 0,2 %, ce qui est dérisoire. Après les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima, pour n'en citer que deux, tout le monde a conscience de la dangerosité du nucléaire et de la possibilité d'une catastrophe – dont certains voient la France comme une candidate bien placée, avec ses 58 réacteurs vieillissants. Mais, outre le risque d'une catastrophe, le nucléaire nous conduit vers une société que nous refusons résolument. Une société encore plus centralisée où aucun changement ne sera possible, soumise au règne absolu des experts (scientifiques, technocrates), excluant tout contrôle démocratique. Le nucléaire est un élément moderne du totalitarisme.



Développer le nucléaire pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, c'est remplacer un problème par un autre pas moins préoccupant. La seule exigence réaliste concernant le nucléaire, c'est donc celle de son arrêt immédiat et définitif avant, et pas après la catastrophe, quand il ne s'agira plus que de subir atteintes physiques et privations de liberté pour cause de loi martiale.

Scylla (OCL-Lyon)

Mesures européennes sur les camps, les passeurs et les « non-réfugiés »

L'arrivée massive de migrants dans l'Union européenne est régulièrement décrite par les responsables humanitaires et les politiques comme la crise de migration la plus grave en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Qu'en est-il en fait ?

Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU caractérisait déjà la guerre en Bosnie, qui a duré de 1992 à 1995, de « crise la plus grave de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale » – selon lui, au moins 2,5 millions de personnes ont alors dû quitter leur maison, dont 1,3 million de déplacés internes, 500 000 réfugiés dans les pays voisins et 700 000 venus en Europe occidentale. Depuis 2011, la guerre en Syrie a quant à elle provoqué le déplacement de 7,6 millions de personnes à l'intérieur du pays, et plus de 4 millions de Syriens se sont réfugiés dans les pays voisins. Les premières arrivées de Syriens en Europe ont eu lieu en Grèce et en Italie hors des zones de guerre. A tel point que les humanitaires n'ont pas eu besoin de négocier avec les belligérants pour faciliter leur exode. Est-ce cela, la « crise de migration la plus grave en Europe » ?

L'UE tend la main à la Turquie en échange de nouveaux camps

Quatre ans et demi après le début du conflit en Syrie, la Turquie assume la plus lourde part du fardeau humanitaire, avec au moins 2,2 à 2,3 millions de Syriens réfugiés sur son territoire. Une petite partie seulement d'entre eux vivent dans les 26 camps créés pour les accueillir (d'une capacité totale de 330 000 places, ils n'en hébergent que 274 000), avec une allocation mensuelle de 40 dollars par personne, utilisable seulement dans des magasins installés dans les camps ; les autres préfèrent tenter leur chance dans les villes turques, mais leur intégration est rendue difficile par leur non-maîtrise de la langue. Le fait qu'ils soient en concurrence avec les Turcs pour des emplois non qualifiés (sans permis de travail, ils acceptent des rémunérations moindres) crée aussi des tensions.

Selon les autorités turques, la Turquie aurait dépensé jusqu'ici près de 7 milliards d'euros pour les réfugiés syriens et a seulement reçu de l'étranger une aide de 371 millions d'euros.

L'Union européenne et Ankara discutent d'un plan d'action en vue de limiter le flux des migrants en Europe, un projet qui prévoit le déblocage de fonds de l'UE pour les réfugiés syriens et irakiens accueillis en Turquie. L'offre faite à Ankara mentionne, en échange d'une bonne collaboration, une relance du dialogue sur la libéralisation des visas et rappelle que ces négociations se placent dans le cadre des discussions sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, même si celui-ci est au point mort et que plusieurs capitales n'entendent absolument pas qu'il aboutisse.

Quels sont, en corollaire, les engagements des autorités turques ? Elles accepteraient désormais d'enregistrer les migrants et de leur délivrer les documents appropriés. Le texte n'indique pas de quelle manière cet enregistrement se ferait. Jusqu'ici, la Turquie a, en tout cas, refusé l'installation sur son territoire de « hotspots » – ou centres d'identification et de tri des migrants – pilotés par la Commission européenne.

Les personnes en demande de protection auraient également un meilleur accès au marché du travail et aux services publics nationaux, dont le système éducatif. Six nouveaux centres d'accueil seraient construits, avec l'aide financière de l'Union.

Selon ce projet, l'UE débloquerait cette année et en 2016 1 milliard d'euros pour aider la Turquie à s'occuper des réfugiés syriens et irakiens présents sur son territoire. Des fonds supplémentaires pourraient encore être trouvés, venant s'ajouter au budget total de 4,2 milliards alloué aux pays de la région. Certains de ces réfugiés pourraient être autorisés à quitter la Turquie pour s'installer en Europe. La Turquie, de son côté, est invitée à renforcer la surveillance de ses côtes et de ses frontières avec la Grèce et la Bulgarie, notamment en coopérant avec la marine grecque. Elle devrait aussi accepter le retour sur son territoire des migrants qui n'auraient pu obtenir l'asile dans un pays de l'UE.

L'UE accélère sa lutte contre les passeurs dans la Méditerranée

Plus de 430 000 migrants ont traversé la Méditerranée depuis janvier 2015, et près de 2 750 y ont laissé la vie ou sont portés disparus, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'Union européenne avait approuvé à la mi-septembre le recours à la force contre les passeurs opérant à partir de la Libye, dans le cadre d'un renforcement de son opération navale en Méditerranée. La deuxième phase de l'opération militaire européenne destinée à resserrer l'étau contre les passeurs en Méditerranée, baptisée EuNavfor Med, a débuté le 7 octobre, hors des eaux libyennes. Pour lui donner un visage plus humain, l'opération a été rebaptisée « Sophia », du nom d'une fillette née après le sauvetage d'une embarcation en perdition, en août, par un bâtiment de guerre allemand.




Réfugiées syriennes en Turquie

Au minimum six bâtiments de guerre européens croisent déjà dans les eaux internationales au large de la Libye, a précisé le capitaine. Cette flotte comprend un porte-avions italien, le *Cavour*, la frégate française *Courbet*, deux navires allemands, un britannique et un espagnol. Au moins trois autres bâtiments, mis à disposition par les marines slovène, britannique et belge, sont attendus avant la fin octobre pour compléter ce dispositif, qui comprend également quatre avions, et un total de 1 318 militaires.

Sur le papier, le dispositif prévoit un peu plus d'une dizaine de zones rectangulaires de patrouille clairement délimitées au large de la Libye. Chacune a reçu un nom, et toutes encerclent la côte libyenne : quatre se trouvent le long de la ligne des 12 milles (soit 22,2 km) marquant la fin des eaux libyennes, les autres sont plus au large.

Toute la côte nord-ouest de la Libye de la frontière tunisienne jusqu'à Syrte se trouve ainsi verrouillée, à l'exception toutefois d'une zone devant Tripoli, laissée ouverte afin d'éviter tout blocus maritime. C'est à la sortie de cette « porte », principal point de départ des milliers de migrants qui s'embarquent chaque semaine à destination de l'Europe, que les navires européens pourront agir, à condition de se trouver dans les eaux internationales.

Federica Mogherini, la cheffe de la diplomatie européenne, à l'issue d'une visite au quartier général de l'opération, indiquait que ces dernières semaines EuNavfor Med aurait identifié 20 bateaux d'« escorte » – 17 libyens et 3 égyptiens , contre lesquels les militaires auraient pu intervenir si la deuxième phase avait déjà été lancée.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé les Européens à « inspecter en haute mer au-delà des côtes de la Libye des navires qu'ils soupçonneraient sérieusement d'être utilisés » par les passeurs pour acheminer des migrants depuis la Libye. Ils devront cependant s'efforcer d'obtenir au préalable le consentement des pays dont les navires battent pavillon. Si les soupçons sont confirmés, les navires pourront être « saisis » et ensuite être rendus inutilisables ou détruits. Les migrants trouvés sur les navires arraisonnés seront secourus et transportés en Italie pour que leurs demandes d'asile puissent être examinées, et les passeurs interpellés seront jugés.

La résolution demande aux pays membres de l'ONU de coopérer avec la Libye et de poursuivre systématiquement en justice les trafiquants. Elle souligne que les migrants « doivent être traités avec humanité et dignité » dans le respect de leurs droits. L'autorisation sera valable pour une période d'un an et ne s'appliquera qu'au trafic de migrants dans les eaux internationales au large de la Libye. La résolution est placée sous le chapitre 7 de la Charte de l'ONU, qui prévoit de recourir à la force pour assurer la paix et la sécurité internationales.

Pour l'instant, l'opération militaire européenne contre les passeurs ne peut pas s'étendre aux côtes de la Libye, faute d'un accord de la part d'un gouvernement libyen unifié. La Libye est encore divisée entre deux gouvernements et deux Parlements rivaux.

Les renvois des « non-réfugiés » vers leurs pays vont s'accélérer

« Nous pouvons accepter et soutenir les gens qui ont besoin d'une protection seulement si ceux qui n'en ont pas besoin ne viennent pas ou sont renvoyés rapidement, estime le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière. Les retours sont toujours durs, c'est comme ça, [mais] ceux qui n'ont pas besoin de protection doivent quitter l'Europe. » « Il faut réprimer ceux qui abusent de notre système d'asile », martèle de son côté la ministre de l'Intérieur britannique Theresa May.

Après avoir accouché dans la douleur d'une répartition de 160 000 réfugiés entre Etats membres, les Vingt-Huit se sont à nouveau réunis à Luxembourg à l'occasion d'un Conseil « Justice et Affaires intérieures », mais pour afficher cette fois leur fermeté face aux migrants qu'ils ne considèrent pas comme des réfugiés. « Un équilibre entre incitations et pressions doit être trouvé. L'UE et les Etats membres doivent faire plus en termes de reconduite. L'augmentation du taux de reconduite doit avoir un effet dissuasif sur l'immigration clandestine. »

En 2014, seulement 39 % des migrants « illégaux » faisant l'objet d'une obligation de quitter l'UE auraient réellement quitté le territoire européen, selon des statistiques européennes. Chaque année, plusieurs centaines de milliers de demandeurs d'asile déboutés et d'étrangers dont le visa est arrivé à expiration resteraient en Europe.

Liberté de circulation des individus !

Droit de vivre et de travailler dans le pays de son choix !

Fermeture des centres de rétention !

Camille, octobre 2015

Quelques données pour la France en 2014

Combien de personnes arrivent légalement chaque année en France ?

La France a accueilli 210 000 ressortissants de pays tiers en 2014, selon le ministère de l'Intérieur. C'est une petite hausse de 2 % sur un an. Une partie des arrivées se font au titre de l'immigration familiale (92 000, dont 12 000 pour le regroupement familial stricto sensu et 51 000 pour les familles de Français), une autre pour les étudiants (65 000). Viennent ensuite les titres accordés pour des raisons humanitaires (20 000) et économiques (19 000).

Combien la France reçoit-elle de demandes d'asile ?

Les demandeurs d'asile sont une catégorie à part et doivent être distingués de l'immigration légale.

La France a reçu 65 000 demandes en 2014, un recul de 2,2 % sur un an, selon l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Elle a accordé l'asile à 14 500 personnes.

Même si une petite hausse est attendue pour cette année, la France est à contre-courant de ses voisins, notamment de l'Allemagne où les demandes pourraient atteindre 1 million en 2015, du fait de la crise des réfugiés.

Combien la France éloigne-t-elle d'étrangers en situation irrégulière ?

Selon le ministère, un peu plus de 15 000 personnes ont été éloignées de force en 2014, soit une hausse de 7,7 % sur un an. Ce chiffre des expulsions prend en compte plusieurs catégories : les « réadmissions » vers un autre pays obligé, par traité, de les reprendre (5 300 personnes) ; les renvois de ressortissants de l'Union européenne (3 300, essentiellement des Roumains) ; et enfin les expulsions hors UE, qui se sont élevées à 6 500 en 2014, une hausse de 40 %. A cela s'ajoutent les éloignements aidés (1 500) et les départs volontaires (6 117). Au total, 27 600 personnes ont quitté le territoire l'an dernier, une hausse de 1,9 %.

Le gouvernement fait valoir que les chiffres ont longtemps été gonflés par la pratique de l'« OQTF flash », une obligation de quitter le territoire signifiée à un étranger partant de son plein gré le jour de son départ. Mais l'opposition, s'appuyant notamment sur un prérapport interne de la Cour des comptes chiffrant à 1 % le nombre de déboutés de l'asile effectivement expulsés, dénonce le laxisme en la matière. « Le bon chiffre est autour de 20 % qui quittent effectivement le territoire », avait affirmé en juillet Bernard Cazeneuve, après la diffusion dans la presse de ce document – dont la Cour a déploré la publication « prématurée » et propice à une lecture « partielle et partiale ».

A la sauce catalane ou comment arriver à discuter concrètement autonomie et autogestion

Qui ne s'est pas essayé un jour, pris d'enthousiasme, à faire une sauce catalane ? Des ingrédients faciles à trouver et l'ensemble tournant autour du piment. Le problème, c'est le piment : ça chauffe ! Une sauce catalane est réussie quand on a su « refroidir » le piment en question. Et là les recettes sont nombreuses, autant que de Catalan-e-s. Une chose est sûre, si ce n'est pas refroidi à temps, ça risque l'explosion.



Le piment catalan, c'est un peu comme la patate chaude française, on se le refile en espérant ne pas être le dernier couillon dans l'histoire. Celui qui doit refroidir ! Et des couillons potentiels, ça ne manque pas dans la politique en ce moment du côté de Barcelone. C'est une affaire de cuisine électorale !

On est d'accord, je l'admets, vue d'un peu loin la situation est des plus confuses, on ne comprend plus où ils en sont, les Catalan-e-s, tout se répète, rien n'avance. Référendums ou pas référendums, élections gagnées ou pas gagnées, mais aussi participation aux scrutins ultraforte, de 70 à 80 % : l'indépendance, ça fait voter ! Manifs monstres à plus de 1 million de participants (selon la police catalane !), 20 % de la population ! Des manifs immobiles, du surplace, sans défilé, ponctuées de colonnes humaines formées d'hommes, de femmes et d'enfants se faisant la courte échelle de plus en plus haut vers le ciel. « Mouvement » de masse, populaire, populiste, populeux, comme on veut, sur fond de crise sévère partout en Espagne ! Mais aussi accompagné par les joueurs de foot catalans du Barça engagés. La gauche et la droite sur les mêmes listes électorales. Les programmes télé transformés en meeting permanent, avec des candidats qui font le spectacle : clowneries, provocations, insultes, batailles rangées, blagues (pas toutes mauvaises), etc. etc. Et des discussions et des discussions sans fin partout dans les cafés, dans la rue, chez soi, entre copains, en famille, partout, partout.

Ça surprend, ça décoiffe, ça interloque ! Faut parfois se pincer pour y croire, mais c'est comme ça.

C'est confus, d'accord, mais ça fait du bruit

Ça inquiète aussi… du genre spécialités locales avec piments pas toujours refroidis :

- L'homme qui est mis en avant sous la bannière de l'indépendance est un dirigeant de droite, Artur Mas, pas d'un centre mou à la Bayrou, non vraiment de droite (équivalent sarkozyste, ou à peu près !).

- Et ce dirigeant de droite a passé des accords d'alliance de liste et de soutien depuis un an avec la gauche social-démocrate et une partie de la gauche de la gauche, malgré une politique d'austérité qu'il avait imposée à la Catalogne et malgré des casseroles de corruption qui résonnent dans son entourage. C'est pas courant comme situation.

- Les lignes politiques en sont devenues floues (folles ?), on comprend pourquoi. La priorité est donnée au rassemblement, et non à ce qui sépare. C'est pas tous les jours facile de manifester avec son patron ! Priorité même pour ceux, les plus critiques, les plus radicaux, de l'Unité populaire (CUP), qui accepte de se retrouver sous le même mot d'ordre de Catalogne indépendante, mais sans accepter le soutien complet à Artur Mas. Faut pas déconner !

- Du même coup, ce n'est plus des passerelles qui existent entre les nombreuses organisations indépendantistes mais des ponts entiers, ce qui a deux conséquences immédiates : la multiplication des organisations, et le poids important des « inorganisé-e-s » ou « multi-organisé-e-s », difficiles à nommer, à situer, à encadrer.

- C'est sûr, les Catalan-e-s s'impliquent, ils-elles « militent » dans un certain désordre, ils-elles ne savent pas toujours très bien en quoi ils-elles sont pour ou contre. Confusion que l'on peut attribuer au phénomène de la conquête de l'indépendance par un cheminement électoraliste long, compliqué, très tactique et manœuvrier (50 % + 1, et beaucoup de choses se concentrent sur le +1). Majorité des voix ? Quelles voix ? Celles des électeurs ? Des élus ? Ça change, ça varie. L'électoralisme crée par définition de l'imprécision, du flou, de l'insécurité. On en arrive à ne parler que des 100 voix par-ci ou par-là qui font basculer de l'indépendantisme à l'espagnolisme ou inversement, ou de tel siège d'élu gagné ou non à l'indépendance. Il y a dans cet électoralisme à répétition, qui semble ne fonctionner qu'à l'épuisement, un effet de plus en plus réducteur qui déstabilise le « projet politique ». Ce sont dans les marges des résultats électoraux que tous les commentaires se font. On en perd parfois (?) le fil du « projet politique » d'ensemble. Vu de l'étranger, c'est cet effet-là, réducteur, qui rend cette lutte indépendantiste confuse.

On n'aime pas, en France

Mais ce n'est pas parce qu'un désordre « certain » règne qu'on doit tout jeter de ce qui se passe en Catalogne, comme les Français-e-s le font.

Ce « mouvement » indépendantiste n'est pas aimé, en France. De l'extrême droite à l'extrême gauche, on n'aime pas ce projet d'indépendance catalane. Mais vraiment pas. C'est étonnant. Pendant la campagne des dernières élections régionales catalanes, et même après les résultats, les radios et les télés françaises n'ont quasiment jamais donné la parole à un militant indépendantiste. Dans « C dans l'air », émission TV qui se veut intello-bourge-objective, sur les quatre invités : pas un seul partisan de l'indépendance. Partout dans les médias et les partis français, on méprise ces gamin-e-s catalan-e-s qui croient au Père Noël. On se moque de ces ignares en économie qui pensent que l'indépendance résoudrait la crise. Et le châtiment suprême est brandi : ils ne pourront pas rester dans l'Union européenne. Donc ils deviendront pauvres, miséreux et retourneront au Moyen Age.

Aucun de ces commentateurs français « très avertis » n'a parlé de cette pétition de 600 patrons des plus grosses boîtes de Catalogne soutenant l'indépendance. Les patrons sont-ils utiles ? J'en doute, mais ils sont là ! Que proposent leurs « personnels », leurs « DRH » ? Ça discute sur place !

Mais il est clair qu'en France chatouiller l'Etat-nation est un des pires crimes, une honte, un scandale, et Mélenchon n'est pas le dernier à le penser, comme la plus grande partie de l'« extrême gauche “française” ».

Pourtant, le « mouvement » catalan nous apprend ou nous rappelle des éléments importants.

Et en particulier nous concernant.

Il est de bon ton en France de « parler » de la VIe République, de Bayrou à Clémentine Autain en passant par la gauche du PS. Réclamer la VIe République, c'est vouloir changer de Constitution. Pourquoi pas ? Si la VIe donne plus de droits, on est a priori d'accord. Mais changer la Constitution, c'est ce que sont en train de faire les Catalan-e-s, petit bout par petit bout, scrutin après scrutin, loi catalane après loi catalane. Les Catalan-e-s sont, eux, dans le concret, dans un cheminement de… « VIe République », de transformation constitutionnelle. Mais alors, pourquoi les responsables politiques français qui revendiquent une VIe République ne soutiennent-ils pas les Catalan-e-s ? Grandes gueules, les chefs de parti français, mais que du bagout et aucune efficacité. En fait, cette revendication de VIe Répu, c'est en France du vent, de la poudre aux yeux. L'indépendance en Catalogne, c'est du concret, et les Catalan-e-s auront changé depuis longtemps de Constitution pendant que les petits chefaillons français continueront à secouer leur hochet constitutionnel sans y croire. Un changement de Constitution, c'est un projet politique associé à une action politique. L'action, côté français, c'est quoi ?

La question nationale

Autre élément de nouveauté (ou de rappel).

La question sociale et la question nationale peuvent se mêler, et ça marche ! Pour un-e « habitant-e » catalan-e, la Catalogne est actuellement une colonie espagnole. C'est en tant que colonisé-e et exploité-e qu'il-elle revendique l'indépendance et l'émancipation. Utopique ? Non, ambitieux ! Cette ambition peut être lointaine, difficile à atteindre. Mais ce n'est pas l'horizon qui compte vraiment, mais l'entremêlement entre question sociale et question nationale. Quand toute une vie économique et sociale se fait en langue catalane, ce n'est déjà plus tout à fait pareil. Les références, les constructions mythiques, l'imaginaire, l'affectif, etc. etc., « se veulent catalans » ; là aussi, ce n'est plus tout à fait pareil. Exemples : les corridas avec mise à mort sont interdites en Catalogne ; la fête espagnole de la conquête des Amériques n'est pas célébrée en Catalogne. Au-delà de ces symboles, on sent une autre démarche qui vient… d'autres idées en tête, d'un autre esprit critique. Quand on organise, qu'on pense un territoire autrement, des surprises sociales et économiques deviennent alors des possibilités, qui seront ou non choisies sur place, mais c'est possible !

Tout, alors, se fait en double lecture. Une femme - un homme en acteurs économiques, une Catalane - un Catalan en projet politique. On aura beau dire, les deux réunis, « ça fait » plus crédible, plus réel, plus nécessaire.

En France, beaucoup de régions connaissent actuellement un effondrement culturel. La région voisine de la Catalogne, l'Occitanie (Languedoc, etc.) s'effondre littéralement. Le mouvement des viticulteurs des années 1970, porteur d'un projet d'autonomie régionale, a disparu. La population de cette époque a disparu. La langue occitane a disparu. Une économie d'effondrement s'est installée. C'est la région la plus pauvre de France, au plus fort taux de chômage. Les entreprises ont fermé. Le tourisme et l'accueil des retraités du nord de l'Europe deviennent les seules activités. La question nationale a été effacée. La question sociale est en voie de l'être. Le temps de la mendicité est à l'horizon.

Quel contraste quand on passe la « frontière » avec la Catalogne ! La question nationale a alors de beaux paysages, des jardins, des vergers, des usines, des villages encore peuplés, des villes inventives, des villes aux imaginaires forts (jusqu'au foot, eh oui !).

La question nationale, c'est toujours à regarder de plus près !

Au fait, pour la sauce catalane, le piment doit être passé à l'eau froide pendant vingt-quatre heures. Sinon, gare !

J.-L.LD

N. B. :

- On a affaire à un « mouvement » : ça bouge, c'est ouvert, ça change, ça s'éparpille, ça ventile, personne n'a la main dessus. D'où l'échec de l'OPA de Podemos sur les indépendantistes de gauche et « indignés » ; c'est l'Unité populaire, l'organisation probablement la plus proche de nous version municipalisme libertaire, qui a raflé la mise : 10 % des votants.

- Il y a des discussions dans les usines et les entreprises, c'est sûr ! Mais beaucoup ? Combien ? Difficile à savoir. Jusqu'où va l'anticapitalisme de certains groupes ?

Une chose est sûre, les ouvriers et employés peuvent actuellement créer des « lois catalanes » d'autogestion. Il n'y aura pas de flics pour s'y opposer. Alors ? On peut imaginer qu'il doit y avoir des face-à-face étranges sur les lieux de travail, des moments d'attente interminables, mais aussi des discussions d'avenir.



Espagne
La nouvelle politique et ses limites

L'auteur de ce texte, Santiago Lopez Petit, est un universitaire espagnol, militant anarchiste et engagé dans le soutien au 15M dès ses débuts tout en étant conscient des contradictions qui ne manquaient pas d'apparaître : « Le problème n'est pas de quitter la place ou d'y rester. Il est de savoir si nous oserons opérer le passage d'indignés à révolutionnaires », affirmait-il dès 2011.

Nous ne pouvons nier qu'à l'heure actuelle nous nous trouvons devant une *saturation politique* de la réalité. Qui pouvait imaginer, il y a quelques années seulement, que certains programmes de grande audience dans les médias seraient des entretiens avec des politiciens, ou alors des discussions sur la politique ? Qui pouvait s'attendre à ce que des copains et copines parient sur des plates-formes électorales promettant une *nouvelle politique* ?

Dans le même temps, cette réalité *saturée de et par la politique* nous apparaît aussi sous la forme d'une avalanche de nouvelles, d'une succession permanente d'événements.Tout se consume très vite, et toujours de la même façon. Cependant, ce feu qui semble ne rien épargner n'éclaire pas la nuit. Bien au contraire, il s'agit d'un feu médiatique et irréel qui nous noie dans une espèce de « déjà-vu », une situation sans surprises. Connue d'avance ?

Que la fonction actuelle de la politique soit aussi de dépolitiser, cela semble d'une grande évidence. Si la prison, en tant qu'exemple d'institution disciplinaire, sert à produire et à faire la gestion de la délinquance, serait-ce une grande erreur d'affirmer que la politique prétend, de son côté, *dépolitiser et produire de l'impuissance* ? En d'autres termes, la fonction de dépolitisation de la politique consiste surtout à masquer par de constantes illusions et de petits espoirs considérés comme un moindre mal que nous nous trouvons devant une *impasse*. L'action politique authentiquement transformatrice est bloquée parce que « ce qui est politiquement faisable ne changera rien, et les actions qui pourraient promouvoir des changements réellement significatifs sont politiquement impensables ». L'impasse que la politique nous cache est, tout simplement, que nous ne savons pas comment sortir du capitalisme.

Le mouvement du 15M (mouvement des « indignés » né le 15 mai 2011) a été capable de se mesurer à cette impasse, tout en craignant sa propre force, et, de plus en plus sujet à cette entéléchie qui n'est autre que l'opinion publique, il s'est maintenu prisonnier de lui-même. Nous n'avons pas su ouvrir les canaux par lesquels la rage salutaire se propage dans la ville. Et c'est ainsi que la *nouvelle politique* a surgi et s'offre comme solution, et elle le fait paradoxalement, en prenant la défense de l'*autonomie du politique* (et du concept de représentation qui lui est associé), précisément un des objectifs fondamentaux de la critique émise depuis les *plazas*. Au lieu d'approfondir la *politisation existentielle* naissante, ce qu'elle propose est de *traduire politiquement* le défi soulevé, et cela de deux manières distinctes. D'une part par l'*interpellation* : il s'agit de la construction populiste d'un « nous », d'une majorité sociale hégémonique à partir d'un groupe subalterne défini comme opposé à une caste. D'autre part par l'*interpénétration des mouvements sociaux et de la gauche traditionnelle*. Podemos et Barcelona en Comu (1). Ce qui se passe, c'est que cette *nouvelle politique* n'a pas coupé avec l'ancienne politique moderne, parce qu'elle demeure attachée à ses catégories traditionnelles, et surtout qu'elle continue à croire qu'il suffit de prendre possession des codes gouvernement/opposition qui régissent le sous-système politique pour produire un *autre* sens. Le problème, c'est que donner un *autre* sens à la réalité, ce n'est pas la changer.

Dans le ventre de la bête, dans cette réalité pleinement capitaliste où nous vivons, le jeu électoral reproduit inlassablement le mythe de Sisyphe. « Cette fois-ci… ça y est, nous avons gagné ! » La nouvelle politique agit comme si nous pouvions faire une autre politique, une politique essentiellement différente. C'est faux. C'est faux pour une raison fondamentale : cela fait très longtemps que la politique a perdu son rôle central, et à cause de cela toute capacité de menace sur la réalité. La politique s'est transformée en politique d'Etat, et le bipartisme (PP/PSOE) a été très utile. Maintenant, avec la globalisation, la politique d'Etat se change en une forme de gouvernement néolibéral, c'est-à-dire en une gestion entrepreneuriale, authentique symbiose entre la rationalité techno-scientifique et un marché qui échappe à la souveraineté de l'Etat. L'autonomie du politique est partie en fumée. Le néo-libéralisme, c'est sans nul doute les liquidations en tous genres, les privatisations, l'expropriation du commun… mais malheureusement c'est beaucoup plus que cela. La *nouvelle politique,* parce qu'elle ne désire pas s'éloigner du sens commun, ne veut pas accepter que c'est nous-mêmes qui supportons ce monde et cette vie. Bien sûr que la caste, c'est le problème ; mais il serait plus exact d'affirmer que *le problème c'est nous-mêmes.* – les pièces qui font fonctionner cette machine de destruction massive (et de séduction massive, aussi). La *nouvelle politique* se trompe elle-même, et elle nous trompe également.

Chaque fois que l'on met un bulletin de vote pour un-e candidat-e dans une urne, chaque fois que se construit l'unité politique comme une union de partis politiques… chaque fois que l'on évite de parler de capitalisme pour parler uniquement de corruption, de transparence ou de participation… on s'éloigne d'un authentique changement social. Chaque fois qu'on nomme les Droits en oubliant

1. Plate-forme citoyenne, « Barcelone en commun ».



Dalle apposée au monument au centre de la Puerta del Sol durant l'acampada. On lit : « Nous dormions, nous nous réveillons » et dans le coin en bas « Place prise »



de faire mention du (contre)-pouvoir nécessaire pour les atteindre, on escamote les difficultés existantes. Peut-être cette façon de faire est-elle nécessaire pour gagner dans la course électorale ; mais que signifie *gagner* quand ce que nous voulons vraiment, c'est transformer radicalement ce monde qui nous étouffe ?

La nouvelle politique rentre dans le bocal

On a décidé de prendre d'assaut les institutions parce qu'on était devant une opportunité historique. On a décidé de mettre en marche une *nouvelle* politique, et rapidement on s'est trouvé à l'intérieur d'un bocal. Mais ce bocal n'était pas l'aquarium que certains dentistes installent dans leur cabinet pour apporter calme et tranquillité. Dans ce bocal, même les règles imposées par les requins ne sont pas respectées. Bertolt Brecht nous avait déjà prévenus : « Si les requins étaient des hommes… les théâtres du fond de la mer montreraient d'héroïques petits poissons rentrant avec enthousiasme dans la gueule des requins. » D'abord ce fut l'affaire Monedero (2), a suivi l'affaire Zapata (3)… A Barcelone, sa poursuite et sa mise à terre commenceront quand la Generalitat le décidera.

Dans les années 70, quand la classe ouvrière était un sujet politique capable de s'auto-organiser et de construire sa propre autonomie, le capital a agi et s'est servi de ce qu'on a appelé la stratégie de la tension. Par le biais d'attentats sanglants perpétrés par des bandes fascistes nées dans les cloaques de l'Etat se sont introduites des dynamiques qui paralysaient les formes de résistance au pouvoir. L'affaire Escala (4), par exemple, fut un cas de terrorisme d'Etat qui avait pour but d'empêcher que la CNT se reconsolide. Aujourd'hui, en revanche, la déstabilisation politique est mise en pratique par les moyens de communication et les réseaux sociaux. Les campagnes médiatiques créent le constant sentiment qu'il se passe quelque chose d'exceptionnel, et cassent en très peu de temps les personnes et les projets politiques qui défendent la nécessité d'un changement.

Mais de quel type de changement s'agit-il ? Aux élections de 1982, la consigne « Pour le changement » claironnée par le PSOE a fait illusion pour beaucoup de monde. Dans la revue *Indolencia,* liée à l'autonomie ouvrière, nous avons écrit : « Ni changement ni rechangement. La victoire socialiste servira uniquement à moderniser l'Etat et à poursuivre la restructuration capitaliste en marche. » Et ce fut ainsi. Et très vite a surgi la question : quand les amis deviendront-ils nos ennemis ? Elle s'est transformée en une question rhétorique puisqu'il suffisait de regarder de quelle façon le visage de Felipe Gonzalez se gonflait. Beaucoup de copains et copines affirment que maintenant c'est différent, et que ce regard gauchiste est injuste et erroné. Peut-être est-ce exact. Nous connaissons un bon nombre de protagonistes depuis très longtemps, nous connaissons leur honnêteté… Mais l'espace politique, même s'il s'agit d'un réformisme radical qui prétend simplement légiférer, appliquer les lois et défendre les droits élémentaires, est d'une grande étroitesse. Il suffit de voir les attaques quotidiennes contre es nouvelles personnes qui sont rentrées dans les institutions.

Devant cette stratégie de l'usure, la lutte idéologique semble revenir sur un premier plan. Il suffit de voir la présence constante des nouveaux leaders dans les forums, palestres, et évidemment le besoin de simplifier au maximum le discours. Mais en vérité il s'agit d'une bataille idéologique *à l'intérieur* de l'idéologie, sachant que pour la *nouvelle* politique le seul objectif qui compte réellement est de conquérir l'opinion publique, autrement dit d'occuper la « centralité du tableau », condition d'une importance primordiale pour imprimer le changement. Cet effort est très problématique. En premier lieu, parce que, pour être précis, il n'existe pas un centre politique mais simplement un électorat aussi volatil et opportuniste que le propre message que, en dernière instance, on veut transmettre. En second lieu, parce que l'idéologie et la politique ne sont plus ce qu'elles ont été. L'idéologie s'est matérialisée en la réalité des formes de vie : autoroutes, centres de loisirs et de consumérisme, etc. La politique, à son tour, s'est convertie en un gouvernementalisme néolibéral, simple gestion entrepreneuriale du monde. Pour toutes ces raisons, le réformisme radical, bien que doté des meilleures intentions, semble condamné à enchaîner des gestes symboliques, et l@s amis ne se changeront pas en nos ennemis tout simplement parce que leur accès au gouvernement fait qu'ils doivent réaliser une fonction différente de celle qui fut demandée au PSOE.

Le parti socialiste a dû faire le sale travail que la droite franquiste n'aurait jamais pu mener à son terme sans d'innombrables résistances. Gérer la crise et détruire les formes de contre-pouvoir encore existantes, dépolitiser la société et, surtout, légitimer le nouvel Etat avec des partis. En définitive, ils devraient aplanir le chemin pour les débordements néolibéraux. En revanche, si l@s nôtres peuvent aujourd'hui accéder aux institutions gouvernementales, c'est pour accomplir une autre fonction : ce que l'on attend d'eux est d'aller tout droit au fracas. Se *fracasser* étant la conséquence de ses propres erreurs et des attaques furibondes de ceux à qui ils sont soumis. Leur destin n'est pas tant la traîtrise que le fait de collaborer (à leur regret, bien sûr) à sa propre ruine. Dans l'actualité, les coups d'Etat ont été remplacés par une stratégie d'usure permanente. Une stratégie de déstabilisation qui doit produire impuissance, désorientation et confusion. La réussite du pouvoir réside dans le fait de montrer qu'il n'y a pas d'alternative à être à l'intérieur du bocal, et que nos ami@s seront comme tous les autres : de futurs membres de la caste. « *C'est tout ce qu'il y a* » est la consigne qui doit triompher. Dans la mobilisation générale, dans le théâtre de la vie où nous sommes insérés, chacun assume le rôle auquel on l'a assigné. Susciter des espoirs qui finissent en désillusions, c'est la tâche que l@s nôtres doivent réaliser, et pour laquelle ils ont été appelés. Pour finir, la vie quotidienne retournera à sa normalité. Les fonctionnaires du capital, ceux de toujours, arriveront vite pour remettre à sa place ce qui a été déplacé.

Il n'y a pas d'alternative à l'intérieur du bocal, c'est exact. Mais nous pouvons essayer de sortir dehors, apprendre à respirer à bouche grande ouverte jusqu'à que nos poumons en prennent l'habitude. Sortir du bocal n'est pas, bien sûr, une alternative. C'est un besoin. La nécessité inscrite dans le Non et par laquelle tout commence à nouveau.

La *nouvelle* politique ne cassera jamais le bocal si elle se réfugie dans des appels à la participation, dans des consultations par internet, ou continue à présenter l'image d'une personne respectable et sensée qui se contemple dans le miroir de l'opinion publique. Par contre, si la *nouvelle* politique mène réellement jusqu'à ses limites l'action de gouvernement – sans tromperies, sans double langage, tout en étant consciente qu'il n'y a pas de chemin de retour –, commencera alors à se construire une sorte de *position* dans un champ de bataille. Alors, arrivé l'heure de la vérité, nous qui ne votons pas, nous qui votons en évitant de respirer par le nez parce que dans les listes il y a certaines personnes de la vieille gauche, nous saurons être là. J'ai commencé en citant Bertolt Brecht, j'aimerais finir aussi avec une phrase de lui qui peut nous être utile dans la période actuelle : « Il faut du courage pour dire que les bons n'ont pas été vaincus parce qu'ils étaient bons, mais parce qu'ils étaient faibles. »

Santiago López Petit (Barcelone),
Traduction d'Elisiario

2. Juan Carlos Monedero, numéro trois de Podemos, accusé de fraude par les inspecteurs des finances.

3. Guillermo Zapata (Podemos), poursuivi pour un tweeter considéré comme injurieux envers les victimes du terrorisme ou leurs familles.

4. L'affaire Scala : le 15 janvier 1978, l'incendie de la salle a entraîné la mort de quatre personnes, et le pouvoir a tout fait pour en rendre responsables la CNT et la FAI.

Palestine
Une révolte désespérée qui est sans doute le seul espoir

**Il y a une différence entre Nétanyahou et ses prédécesseurs : il dit qui il est, il annonce, il assume l'apartheid.
Depuis des années, la « communauté internationale » a promené les Palestiniens en leur parlant de « processus de paix », d'« Etat palestinien », tout cela pour permettre au rouleau compresseur colonial d'avancer inexorablement.**



Désespoir contre sauvagerie

Des colons ont assassiné la famille Dawabcheh le 31 juillet dans le village de Douma en la brûlant dans leur maison. Pas d'arrestation. Déjà avant l'attaque « Bordure protectrice » (été 2014) contre Gaza, un jeune Palestinien, Mohamed Abou Khdeir, avait été brûlé vif. Les colons, c'est plus de 10 % de la population juive israélienne. C'est près de la moitié du gouvernement et de l'armée. Il fut un temps où les colons étaient impopulaires en Israël. Ils ont imposé leurs « valeurs » faites de messianisme perverti, de haine, d'insensibilité, de tribalisme. « Les Palestiniens sont des Amalécites, et la Torah autorise qu'on les tue ainsi que leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux », expliquait le rabbin Rosen, directeur de l'institut Tsomet. Pour ces fondamentalistes, « Dieu a donné cette terre au peuple juif ». Aujourd'hui, n'importe quel Palestinien peut être tué impunément puisque ce sont des intrus. Parmi les dizaines de mort-e-s de cette nouvelle Intifada, il y a plusieurs militant-e-s, y compris certain-e-s qui ont fait le choix de la non-violence, et que les internationaux qui vont en Palestine connaissent bien.

Une secte millénariste juive manifeste sur l'esplanade des Mosquées. Son programme ? Raser les mosquées et « reconstruire le Temple ». Autrefois, ce genre de provocation, dont le but évident est de mettre à feu et à sang le Proche-Orient, était interdit. Immédiatement, le gouvernement Nétanyahou propose qu'on coupe en deux la mosquée Al Aqsa pour en transformer la moitié en synagogue, comme cela s'est fait avec le caveau des Patriarches d'Hébron. Obligé de reculer aujourd'hui, Nétanyahou reviendra à la charge quand le rapport de forces sera favorable.

« Il n'y aura pas d'Etat palestinien », martèle Nétanyahou. Pourquoi faire semblant, puisque la « communauté internationale » détourne pudiquement la tête face à cet apartheid assumé et revendiqué ? Un site sioniste français est allé jusqu'à affirmer qu'empêcher les juifs de prier sur l'esplanade des Mosquées était un acte antisémite ! Les médias occidentaux ferment les yeux sur la brutalité de l'armée israélienne. « Pluie d'attaques en Israël : la terreur règne », titrait le journal *Le Progrès* alors que les mort-e-s se comptaient par dizaines en Palestine.

La révolte du peuple palestinien rappelle par plusieurs aspects la première Intifada en 1987. Pas de mot d'ordre et pas de direction politique. Juste des milliers d'actes individuels signifiant : « Nous n'avons aucun avenir, vous nous étouffez à petit feu, nous refusons l'enfermement, la répression, l'impunité, l'humiliation. »

Comme l'a expliqué très simplement Marwan Barghouti du fond de sa prison : « Il n'y aura pas de paix tant que l'occupation israélienne de la Palestine durera. »

Ce sont tous les morceaux éclatés de la Palestine fragmentée qui se soulèvent. Y compris Gaza, où l'armée israélienne a assassiné des adolescents qui manifestaient près de la « barrière de sécurité ». Y compris Jérusalem-Est, où les Palestiniens vivent tous les jours les bouclages et les lynchages.

La Palestine abandonnée

Il aura fallu vingt-deux ans pour que Mahmoud Abbas reconnaisse que les accords d'Oslo étaient caducs. En fait, depuis le début, ces accords ont été une gigantesque illusion : Rabin lui-même a installé 60 000 nouveaux colons dans les deux ans qui ont suivi ces accords, et il a signé avec Arafat la division de la Cisjordanie en trois zones qui rendaient impossible la création d'un Etat palestinien viable.

En reconnaissant la Palestine à l'UNESCO et en lui donnant un strapontin à l'ONU, la « communauté internationale » a signifié son refus d'une annexion pure et simple des territoires occupés en 1967. Mais, en ne décrétant aucune sanction contre l'occupant, elle laisse le peuple palestinien désarmé et désespéré.

À quoi sert l'Autorité palestinienne ? Elle paie les salaires de fonctionnaires qui font vivre des centaines de milliers de personnes sur un territoire qui n'a presque plus d'économie réelle, sciemment détruite par l'occupant. Mais elle sert surtout à assurer la sécurité de l'occupant et à jouer la comédie de pseudo-négociations qui ont toujours été des exigences de capitulation. Sur un territoire dont l'économie est régulièrement pulvérisée, l'Autorité palestinienne gère un argent venu de l'extérieur. D'où les phénomènes inévitables de népotisme, de clanisme et de corruption. On construit des hôtels cinq étoiles à Ramallah alors que les bantoustans qui constituent ce qui reste de la Palestine sont étranglés. La situation n'est guère différente à Gaza, où le Hamas n'a plus qu'un seul projet politique : conserver le pouvoir sur ce territoire minuscule. Toutes les tentatives pour constituer un gouvernement d'union nationale ont échoué, chaque parti, Fatah ou Hamas, n'ayant qu'un seul projet : écraser l'autre. On continue d'emprisonner les militants du

Hamas en Cisjordanie, tandis qu'à Gaza le Hamas semble uniquement préoccupé par le maintien d'un certain ordre moral et le contrôle des frontières de l'enclave.

En privé, tous les Palestiniens se plaignent des deux grands partis et du manque de « leadership ». C'est dans ce vide politique qu'ils se révoltent avec l'énergie du désespoir, à cause de l'avenir bouché et de l'absence de perspectives. Seuls les prisonniers qui multiplient les grèves de la faim contre l'isolement, la torture et la détention administrative donnent l'image de l'unité. Des mouvements de résistance comme le Jihad islamique, qui ont toujours prôné la résistance et dénoncé les négociations avec l'occupant, retrouvent une audience certaine.

Un monde arabe en plein chaos

L'histoire de la Palestine est jalonnée de trahisons et de coups bas de la part des principaux dirigeants arabes. Mais l'époque actuelle est pire que jamais.

L'Egypte, depuis le coup d'Etat du maréchal Sissi, a totalement bouclé la frontière de Rafah avec la bande de Gaza et a détruit les tunnels qui permettaient aux Gazaouis d'échapper à certaines pénuries. Ce régime a totalement tourné la page de la formidable aspiration à la liberté symbolisée par les manifestations de la place Tahrir. Les prisons sont pleines. Des mouvements djihadistes sont apparus dans les régions désertiques, et en particulier dans le Sinaï où ils s'appuient sur une partie de la population très hostile au pouvoir central. Ces djihadistes n'ont aucune sympathie pour la Palestine, au contraire, et le Hamas a très peur qu'ils puissent s'infiltrer à Gaza où plusieurs attaques à la voiture piégée ont eu lieu en juillet.

En Syrie, les réfugiés palestiniens sont pris entre deux feux. Assiégé et affamé par les troupes d'Assad, le camp de Yarmouk a été en partie investi par l'Etat islamique, qui a fait décapiter deux militants du Hamas. Le gouvernement israélien, qui accuse régulièrement ceux qui le critiquent de se taire sur la Syrie, joue aussi sa partition en aidant et en soignant dans ses hôpitaux les djihadistes d'Al-Nosra.

Les richissimes régimes féodaux et esclavagistes du Golfe se désintéressent de la Palestine. Il fut un temps où le Qatar finançait le Hamas. L'Arabie saoudite avait proposé autrefois un « plan de paix » pour donner une issue politique aux accords d'Oslo. Les féodaux laissent aujourd'hui les Palestiniens dans la misère et ne tentent rien pour briser leur enfermement. Par contre, l'Arabie saoudite dépense des milliards de dollars pour monter une coalition internationale contre lesdits rebelles houthis du Yémen, présumés pro-iraniens.

La société israélienne en voie de fascisation

Hitler ne voulait pas à l'époque exterminer les juifs, il voulait expulser les juifs. Et Haj Amin Al-Husseini est allé voir Hitler en disant : « Si vous les expulsez, ils viendront tous ici. – Que dois-je faire d'eux ? », demanda Hitler. Il a répondu : « Brûlez-les. »

Seuls ceux qui font mine de ne pas savoir qui est Nétanyahou peuvent s'étonner de cette réécriture imaginaire de la rencontre entre le grand mufti de Jérusalem (nommé à ce poste par le haut-commissaire britannique, Herbert Samuel, qui fut plus tard un des fondateurs de l'Agence juive) et Adolf Hitler.

Le père de Nétanyahou, prénommé Bentsion, fut le secrétaire particulier de Zeev Jabotinsky, fondateur de l'aile « révisionniste » (c'est comme cela qu'elle s'est elle-même intitulée) du sionisme. Depuis la victoire électorale de Menahem Begin en 1977, la plupart des dirigeants israéliens (Begin, Shamir, Sharon, Livni, Olmert, Bennet, Lieberman et bien sûr Nétanyahou) se revendiquent de l'héritage de Jabotinsky. Ce courant a fabriqué de vrais terroristes comme Begin, d'authentiques collabos comme Shamir et des théoriciens du nettoyage ethnique comme Sharon.

Ces révisionnistes ont eu (comme Jabotinsky qui fut admirateur de Mussolini) des proximités idéologiques avec le fascisme. Ils tentent aujourd'hui de faire croire que l'antisémitisme est venu du monde arabo-musulman, et pas de l'Europe et du monde chrétien. Ils n'ont hélas pas été les seuls à imprégner l'opinion publique israélienne de slogans meurtriers comme « Arafat est un nouvel Hitler », assimilant systématiquement les Palestiniens à des continuateurs du judéocide nazi.

Dans *Les Arabes et la Shoah*, Gilbert Achkar montre que, si le mufti Al-Husseini a bien été un authentique collabo, son cas fut relativement isolé, et que le monde arabe a été bien moins contaminé par le fascisme que toutes les sociétés européennes.

Chez les sionistes, seuls les nostalgiques de Rabin réagissent un peu en rappelant que Nétanyahou avait diffusé des images de Rabin avec un uniforme hitlérien peu avant l'assassinat de ce dernier (Amos Gitaï le rappelle dans son film *Le Dernier Jour*). Le reste de la société israélienne ou des institutions sionistes comme le CRIF ne réagissent pas. La société israélienne ressemble à ce qu'aurait été la France si l'OAS avait gagné la guerre d'Algérie.

Le gouvernement israélien est en train de préparer une loi interdisant à toute personne en faveur du boycott ou appartenant à une association favorable au boycott d'entrer en Israël ou en Palestine.

Il y a des manifestations anti-guerre en Israël, mais elles restent peu nombreuses. Malgré les témoignages ou les protestations, les auteurs de crimes ne sont pas poursuivis. Psychose aidant, un immigrant venu d'Erythrée a été lynché par la foule avant d'être abattu par un « garde armé ».

Ça bouge un peu chez les intellectuels. L'historien (pourtant sioniste) Zeev Sternhell considère que les Palestiniens ont raison de se révolter. Shlomo Sand, qui vit maintenant en France, considère qu'il s'est trompé en étant contre le boycott d'Israël, et que celui-ci est le seul moyen de changer les choses. Donnons-lui raison !

Pierre Stambul



Le cycle des technologies et son programme

La corne d'abondance technologique fait des petits comme le poirier donne des poires. De nouveaux moyens de se connecter, de nouvelles applications intégrées à nos machines pour ne pas s'ennuyer (jamais) – et être toujours sollicités – remplissent les vitrines et vident les portefeuilles des consommateurs qui en ont les moyens. Alors que ces objets claquants connectés semblaient impossibles dans nos esprits, d'un coup de baguette magique, une fois en poche, ils semblent avoir toujours été là.



On vit avec les technologies, on pense avec, on se réveille avec, on s'aime et on se quitte par l'intermédiaire de ces écrans qui nous permettent d'aller partout et nulle part. Nul besoin d'aborder la manière dont les produits pucés sont venus dans le décor. Les œufs du Léviathan technologique éclosent partout. Ils n'ont jamais été votés mais ils sont là. On vit avec.

L'histoire semble commencer à ce point précis où les industriels des TIC (1) voulaient qu'elle commence. Avant la 4G il y avait la 3G puis la 2G, la 1G, et avant cela les créateurs philanthropiques. En résumé : on passe de Steve Jobs aux millions d'ordinateurs personnels, de smartphones et de tablettes tactiles. Il n'y a pas que le progrès technologique qui soit rapide. La communication, l'information suivent le rythme. Toujours de l'avant. Sans *erratum* aucun. Mais comment prolifère cette abondante technologie qui serait, nous a-t-on dit, moteur et aboutissement de l'économie *immatérielle*, et qu'implique cette ordre des choses qui permettrait, nous dit-on encore, de réduire l'impact de la croissance sur la biosphère ? Il faut trouver une autre façon de lire l'histoire de ces appareils, depuis l'extraction de ces composants en passant par l'assemblage au sein d'un mode de production précis, et d'une organisation du travail particulière, jusqu'aux déchets toxiques.

On peut voir l'Occident et l'analyser en partant de l'écran d'une tablette, particule élémentaire de la société technologique qui, en accouchant sans cesse et en envahissant sans arrêt le royaume de l'abondance de ses millions de petits, cherche à perpétuer un système d'accumulation et à gagner le contrôle de la population. Les industriels sont pris dans la culture de la vitesse et nous sommes confrontés à des produits (portable, tablette, ordinateur,)etc.) ayant une durée de vie limitée (2; pris dans cette même culture, incités à renouveler nos achats pour garantir la marge des marchands, et approuver du même coup un système de pensée et un mode de vie.

Les technologies nous servent tous les jours. A moins que ce ne soit l'inverse : « Dans les systèmes homme-machine, précise Habermas, c'est finalement la machine qui a le dessus, il y a comme un renversement au terme duquel les instructions du programme sont dictées par la machine à l'homme (3). »

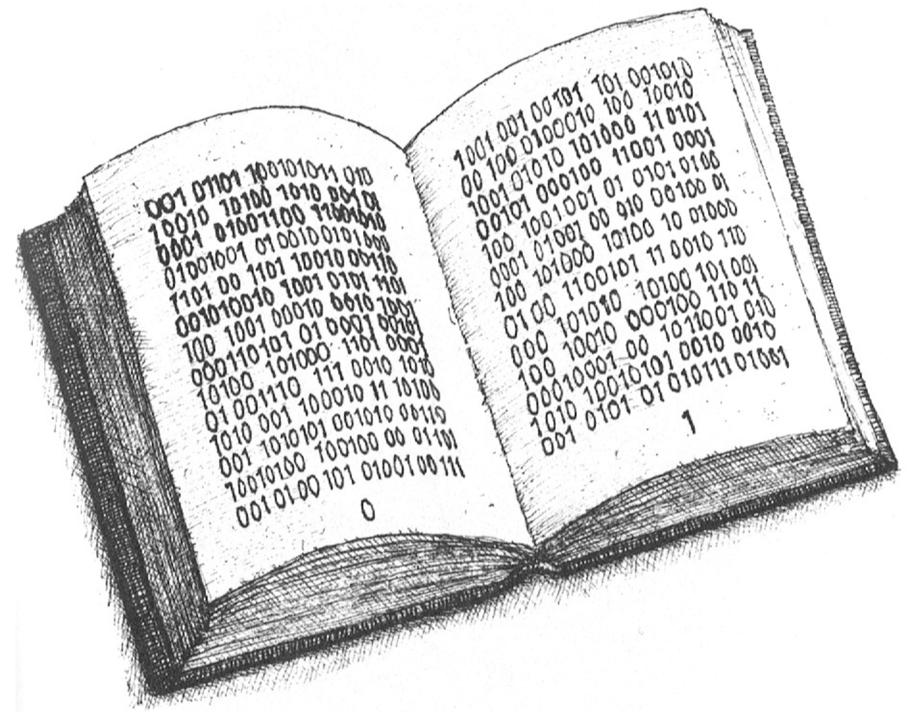
Elles nous permettent de nous désister. *C'est pas moi, c'est le programme*. Renouvellent les façons de vivre, de penser, de s'enrichir, de contrôler, de réprimer, de faire la guerre. Entre l'« axe du bien et du mal », il y a un écran. *A travers cet écran je ne vois pas si tu souffres et si tu saignes. Je n'entends pas les ratonnades. Je compose des chiffres et des lettres pour le grand bal mortuaire. Je me suis entraîné sur des jeux de guerre et cette fois c'est la vraie vie, convertie en chiffres et en pixels*. Bientôt, il n'y aura même plus besoin de militaires pour faire la sale besogne. Les drones seront totalement autonomes.

Hors du champ militaire, on peut s'instruire, écouter de la musique, échanger des mails, appeler des ami-e-s, découvrir de nouveaux artistes, de nouvelles séries, etc. Recevoir et donner : partager. Derrière cet aspect utopique, ouvert gratuit, il y a aussi le procédé que nous devons interroger. Il n'est pas neutre. « Dans le domaine des TIC, la haute technicité réelle ou supposée, ainsi que la complexité des circuits entre la production, l'usage et le déchet font que les consommateurs ignorent très largement les enjeux écologiques occasionnés par des outils devenus très banals, comme l'ordinateur ou le téléphone portable (4). » Ces marchandises esthétisées sont complexes, et le caractère fétichiste inhérent à elles empêche de penser ces produits – et leurs impacts -, semblant sortis de nulle part. On en parle une fois qu'ils sont déjà en circulation. On n'en parle jamais comme des objets de contrôle, d'aliénation, ou comme des gadgets de destruction massive pour la planète. Il faut pourtant remonter toute la chaîne polluante qui nous a permis d'arriver à la énième technologie sur laquelle on vient buter, pour mieux l'appréhender. La pollution ne commence pas avec l'usage qui en est fait par le consommateur. L'emprise directe des nouvelles technologies sur la nature, nous dit Fabrice Flipo, se répartit en trois grandes catégories : « Energie, matières et toxiques. L'emprise se produit à toutes les étapes du cycle de vie : extraction des matières premières, raffinage, fabrication des composants puis du produit, arrivée sur les produits de distribution et de vente, publicité, usage, stockage, mise au rebut, collecte, traitement de fin de vie, avec ou sans recyclage (5). » Oublions le produit fini. Venons-en au début.

Déconstruction. Le portable, de quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'un concentré de nuisances. Il ne peut être produit sans mobiliser une grande quantité d'énergie, et

1 Technologie de l'information et de la communication.
2 « Les stratégies de durée de vie des produits plus longues, on le voit plutôt dans le domaine du mobilier, dans le domaine du textile. Dans le secteur électronique, électrique, dans le secteur des TIC, pour être honnête, il y a peu de fabricants qui vont s'amuser à jouer sur la durée de vie de leurs produits et à essayer d'inciter les consommateurs à consommer moins. » « Technologies numériques et crise environnementale : Peut-on croire aux TICs vertes ? », Fabrice Flipo, François Deltour, Cédric Gossart, Michelle Dobré, Marion Michot, Laurent Berthet. Entretien société CODDE, réalisé en 2009.
3. Jürgen Habermas, La Technique et la Science comme « idéologie » (1969, Gallimard, 1973, p. XV).
4. Fabrice Flipo, La Face cachée du numérique. L'impact environnemental des nouvelles technologies (L'Echappée, 2013, p. 99).
5 Fabrice Flipo, La Face cachée du numérique, p. 15.



ce, notamment en raison de ses puces électroniques. « Eric D. Williams, chercheur à l'université des Nations unies, à Tokyo, a mesuré les éléments nécessaires à la fabrication d'une puce de deux grammes. Résultat : 1,7 kg d'énergie fossile, 1 m3 d'azote, 72 g de produits chimiques et 32 l d'eau. Par comparaison, il faut 1,5 t d'énergie fossile pour construire une voiture de 750 kg. Soit un ratio de 2 pour 1, alors qu'il est de 630 pour 1 pour la puce (6). A Crolles, l'usine à puces de STMicroelectronics (7) consomme plus de 40 millions de kWh d'électricité (l'équivalent de la consommation pour 20 000 foyers), et 25 millions de kWh de gaz naturel par an (8). Pour nettoyer les plaques de silicium sur lesquelles sont gravés les circuits électroniques, l'Alliance – unité de production de STM-électronics – engloutit 700 m3 d'eau par heure (l'équivalent de la consommation d'une ville de 50 000 habitants), et soumet les collectivités locales à ses exigences : 150 000 euros d'amende par heure à payer à l'entreprise en cas de défaillance dans la fourniture d'eau (9). En 2002, l'Alliance a rejeté dans l'atmosphère 9 t d'oxyde d'azote, 10 270 t de CO_2, 40 t de composés organiques volatiles (10) . »Tout ce rejet pour quoi (11) ? La fabrication de puces servant également aux portables.

Outre ses puces, pour la production d'un portable il faut de la terre, des minerais, autant de ressources finies dont l'exploitation et l'extraction ne se font pas, là encore, sans incidences sur l'environnement. Une matière première indispensable est le condensateur en coltan (ou colombo-tantalite), minerai malléable, résistant à la chaleur et à la corrosion. Comme le diamant, le coltan a été au centre d'une guerre pour le contrôle des ressources qui a tué plus de 3,5 millions de personnes dans sept pays depuis 1998. « Au Congo, de nombreux enfants sont retirés de l'école pour travailler dans les mines de coltan. Le minerai est acheté aux rebelles et à des compagnies minières hors la loi par des sociétés internationales, dont Cabot Inc. Aux Etats-Unis, HC Starck en Allemagne (filiale de Bayer) et Nigncxia en Chine. Ces sociétés transforment le minerai en une poudre qu'elles revendent à Nokia, Motorola, Ericsson, Sony, Siemens et Samsung (12). » Le journaliste africain Kofi Akosah-Sarpong a révélé que des évidences de contamination par ce minéral existent, et que celles-ci signalent le rapprochement entre le coltan et les déformations congénitales des bébés de la zone minière qui naissent avec les jambes de travers (13). Ces matières premières ne sont pas infinies, elles s'extraient en dégradant la nature, et ont alimenté en RDC et pour les pays limitrophes des tensions, des conflits et des guerres.

Déconstruction. Ordinateur, de quoi s'agit-il ?

Pour faire simple : un ensemble de composants électroniques assemblés au sein d'un boîtier. Les matières premières nécessaires à sa production sont exploitées un peu partout sur la planète. Voici un condensé que propose le blog « La mauvaise herbe » (14) que nous reprenons à notre compte.

Pour la production d'un ordinateur, il faut :

- 1 500 à 2 000 composants ;
- 1 000 matériaux venant du monde entier ;
- 100 fois son poids en matières premières, dont seulement 2 % se retrouvent dans le produit final, le reste devenant des déchets ;
- 373 fois l'équivalent en énergie d'un litre de pétrole ;
- 2 800 kilos de matières premières dont 1 500 litres d'eau ;
- 22 kg de produits chimiques ;
- 164 kg de déchets directs, dont 24 considérés comme hautement toxiques.

Faisons un tour rapide des matières premières utilisées :

Le cadmium (« contenu dans les cartes électroniques » et « classé parmi les plus toxiques »). Le béryllium, utilisé comme isolant et matériau de contact dans les semi-conducteurs. Bien que les fabricants lui préfèrent aujourd'hui l'alumine, on le retrouve dans l'immense majorité des ordinateurs. Le béryllium est classé parmi les éléments les plus toxiques, au même titre que l'arsenic, le cadmium, le chrome, le

6. « Des moutons ou des puces ? De l'élevage ovin à l'ère technologique : un peu d'économie réelle » (PMO, 28/01/13 ; Libération *21/11/02).*

7. Microélectroniques (ST) est une société internationale qui développe et fabrique des puces électroniques (semi-conducteurs). « Elle est l'un des tout premiers acteurs mondiaux du secteur économique de la production de semi-conducteurs. Son PDG, Carlos Bozotti, était en 2008 le 32e patron le mieux payé des sociétés cotées au CAC 40 avec 1,7 million d'euros. » « Le 24 juillet 2007, ST rejoint l'Alliance ISDA avec IBM, Renesas, Global Foundry, Samsung, Toshiba, sur le site de East Fishkill dans l'Etat de New York, afin de développer les technologies Bulk 32 nm et 22 nm. Le 10 avril 2008, ST et NXP Semi-conducteurs annoncent leur intention de créer une coentreprise dans le domaine des technologies mobiles » (Wikipédia).

8. Déclaration de l'environnement 2005 de ST.

9. « Le téléphone portable, gadget de destruction massive. Pourquoi il n'y a plus de gorilles dans le Grésivaudan » (PMO, juin 2005; version revue et augmentée, mars 2008). (http://www.admiroutes.asso.fr/larevue/2008/89/portable.pdf) « Si l'Alliance a choisi le Grésivaudan, c'est aussi pour piller ses ressources en eau pure, y compris en période de sécheresse et de canicule. Tandis que les habitants surveillent leur consommation, STMicroelectronics et ses voisines, start-up de micro-électronique (Soitec, Memscap), éclusent les mètres cubes : "L'année 2006 s'achève sur une baisse de 1 % de la consommation d'eau des communes alimentées par le Sierg (Syndicat intercommunal des eaux de la région grenobloise). 26 des 28 communes alimentées, dont la consommation est principalement 'domestique' connaissent une baisse de 3,5 %, tandis que Crolles et Bernin (pour lesquelles la part industrielle représente plus des quatre cinquièmes) ont une consommation en hausse de plus de 8 %" (La lettre du Sierg, janvier 2007). »

10. D'après le « Bilan de l'environnement industriel en Rhône-Alpes » de la DRIRE.

11. Les riverains, eux, murmurent que les enfants développent des pathologies inhabituelles, et que l'eau des chantournes est saturée de pollution. D'après un site Internet d'habitants de Bernin, « la chantourne subit depuis plusieurs années une pollution chronique liée aux rejets des eaux usées industrielles. Sont particulièrement en cause les taux anormalement élevés en DBO5 (demande biologique en oxygène sur cinq jours) et de NH4 (azote ammoniacal) ».

12. World Watch Magazine, mai-juin 2004.

13.World Rainforest Movement, www.wrm.org.uy

14. « De la technologie comme source majeure de pollution planétaire » http://www.lamauvaiseherbe.net/2011/06/10/de-la-technologie-comme-source-majeure-de-pollution-planétaire/

plomb, le mercure (il agit comme un poison cancérigène « et peut rester détectable dans l'urine humaine jusqu'à dix ans après l'exposition »). Le plomb est présent à hauteur de 20 % dans le verre composant les tubes cathodiques des ordinateurs anciens. Il est aussi utilisé en association avec l'étain pour effectuer les soudures des composants électroniques sur les circuits imprimés. Le PVC (polychlorure de vinyle) entre dans la composition des boîtiers, câbles, claviers, souris, etc. : tous les composés plastiques. Il contient des métaux lourds et du chlore. De plus, pour améliorer les qualités du PVC, on trouve entre autres « les phtalates extrêmement toxiques, qui finissent impitoyablement par migrer en surface des objets en PVC. Ce phénomène est ce que l'on appelle l'exsudation : les plastifiants ne demeurent "liés" qu'un temps à la structure mère, et s'en détachent progressivement. Le PVC "transpire" alors ces plastifiants, qui se dégagent et remontent à la surface. A partir de là, l'évaporation ou le contact sont synonymes de contamination. Ce phénomène est accéléré par certaines conditions telles que la chaleur et l'humidité. Le PVC dégage également des dioxines lors de sa combustion, suspectées d'être en partie responsables du phénomène des pluies acides. » Pour conclure, les retardateurs de flamme bromé entrent dans la composition de tous les éléments plastiques composant un ordinateur (connecteurs, câble, circuits imprimés, etc.). « Ils sont considérés comme des polluants organiques persistants (s'accumulant dans les tissus vivants tels que le cerveau, le foie, la peau) (…) ». Ils rentrent dans la catégorie bien connue maintenant des perturbateurs endocriniens (15).

Mode de production capitaliste

Tous ces éléments qui composent un ordinateur sont pour une partie d'entre eux, comme on l'a vu, toxiques. L'histoire de la toxicité commence dès l'extraction des matières premières. Cette *extractivisme* qu'implique la technologie altère le paysage, pollue l'eau et l'air, et laisse sur place une grande quantité de déchets ; mais il est un « dommage collatéral » indispensable pour la construction du *monde technologique*. L'histoire se poursuit lorsque tous ces composants se retrouvent assemblés au sein du mode de production capitaliste. Si le portable, par exemple, ou l'ordinateur, ou n'importe quelle autre marchandise électronique nécessite une grande quantité d'eau, d'énergie, de minerai, pour que sa réalisation soit possible, tout cela ne saurait faire oublier que loge au sein de toutes ces machines une quantité de travail énorme, et qu'elle est le corollaire indispensable à la production de ces marchandises à l'échelle mondiale.

Pour fabriquer autant de produits, amasser les millions, bâtir des empires, augmenter d'année en année la force de frappe de l'investissement, etc., on peut dire que la technologie moderne est le fruit, pour être plus précis, de l'exploitation des travailleurs (*voir l'encadré sur Samsung*). Cela débute dès l'extraction des matières premières et se poursuit jusqu'à la production. Lorsqu'on descend dans la salle des machines où s'assemblent ces composants divers, on se rend compte que le culte voué au « zéro défaut » – comme chez Samsung – ne s'applique pas pour les conditions de travail : l'hygiène et la sécurité. Chez Samsung, le travail se fait dans la peur. Peur de ne pas réussir. Peur des autres, peur des maladies (16). « Avec le docteur Kong Jeong-ok et l'association Supporters for the Health and Rights of People in the Industry (Sharps), l'avocate Lee Jong-ran a recensé 181 anciens employés Samsung souffrant d'affections diverses (leucémie, cancer du sein, sclérose en plaques…) entre 2007 et mai 2013. Pour beaucoup de spécialistes du groupe, ces maladies professionnelles sont un secret de Polichinelle. Il aura cependant fallu les fuites de liquide toxique à Hwasung, à dix minutes à vol d'oiseau des résidences de luxe autour de Suwon, pour que certains commencent à s'inquiéter. Le ministère de l'Emploi a effectué une inspection spéciale et trouvé plus de 2 000 violations du droit du travail en matière de sécurité (17). »

En plus d'un management autoritaire qui brise les salariés, on retrouve ici la toxicité de la technologie. Cette question concerne en premier lieu ceux qui manipulent et assemblent ces composants au profit de propriétaires qui se soucient assez peu du droit du travail et de leur santé. Les conditions de travail et l'impact de la production sur l'écosystème ne sont guère mieux dans les usines Apple. En 2010, par exemple, 137 ouvriers de Wintek ont été gravement intoxiqués par une fuite de n-hexane, un produit chimique utilisé pour nettoyer les écrans des iPhone. Un rapport publié en 2011 par un consortium de cinq ONG (18) accuse le géant américain de produire avec l'iPad et l'iPhone un énorme volume de déchets toxiques et de ne pas agir en conséquence. Plus de 27 « fournisseurs présumés » d'Apple seraient ainsi responsables d'atteintes aux écosystèmes. De plus, selon le rapport, les habitants du village de Tongxin (province du Jiangsu), où est installé Kaedar Electronics, fournisseur d'Apple, ont un taux de cancer sidérant. Neuf des 60 résidents d'un quartier à proximité immédiate de l'usine souffrent d'un cancer ou en sont morts depuis 2007. Les habitants ne laissent jamais leurs fenêtres ouvertes la nuit car l'usine relâche « des vapeurs toxiques étouffantes », notent les enquêteurs.

Usage des technologies

Pour que l'utilisation des ordinateurs soit possible, il y a toujours besoin d'une grande infrastructure de taille variable, servant de site de stockage de systèmes informatiques (*data centers*). Dans ces sites souvent gérés par des entreprises sont regroupés des équipements tels que des ordinateurs centraux et des serveurs. « Ces centres, véritables « usines du numérique », sont la traduction la plus évidente de l'impact physique du numérique (19). » Tout cet appareillage électronique est très énergivore. Il réclame un système de climatisation important. Un data center moyen consomme autour de 4 mW par heure, ce qui équivaut environ à la consommation de 3 000 foyers américains. A l'échelle mondiale, les data centers représentent 1,5 % de la consommation électrique, soit l'équivalent de 30 centrales nucléaires (20).

De la même manière, pour que nous puissions perdre notre temps en essayant d'en gagner avec les téléphones portables, il faut qu'il y ait dans le paysage des antennes-relais. Nous n'allons pas donner les équivalents énergétiques de celles-ci, mais nous intéresser à leur impact. Les 55 millions de téléphones

VOYONS CECI AVEC SAMSUNG

L'entreprise se situe au 20e rang mondial. Son chiffre d'affaires est équivalant à 16 % du produit intérieur brut (PIB) de la Corée (167 milliards d'euros en 2013). Avec une fortune personnelle évaluée à 13 milliards de dollars, M. Lee Kun-hee est l'homme le plus riche du pays et occupe le 69e rang mondial. L'entreprise Samsung, c'est 450 000 employés répartis dans 80 pays à travers le monde. 216 millions de portables vendus en 2012 (plus que Appel, Nokia et HTC réunis) ; en 2014, elle dominait 30 % du marché mondial. Rappelons que dans les usines sud-coréennes on travaille en moyenne douze heures par jour, six jours par semaine, et une fois sur deux sous contrat précaire. Les violations du droit du travail se comptent par milliers, tout comme les salariés détruits par l'exploitation et les cadences de production intenables. C'est parfois pire pour les entreprises sous-traitantes du groupe. Selon l'ONG China Labors Watch, chez Samkwang, les heures supplémentaires ne sont tout simplement pas payées (même si elles sont obligatoires). Enfin, de nombreux fournisseurs de Samsung ont recours au travail des enfants. Voir « Samsung : trois étoiles et des poussières » & Datagueule. https://www.youtube.com/watch?v=tYk_elaPDIY

15. Les perturbateurs endocriniens sont « des substances chimiques d'origine naturelle ou artificielle étrangères à l'organisme qui peuvent interférer avec le fonctionnement du système endocrinien et induire ainsi des effets délétères sur cet organisme ou sur ses descendants » http://www.cancer-environnement.fr/274-Perturbateurs-endocriniens.ce.aspx

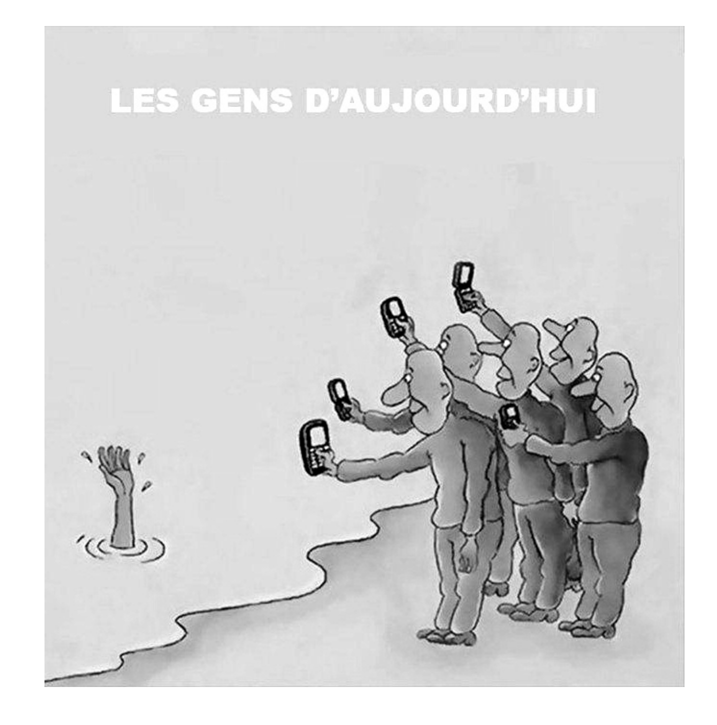
16. Lee Kyung-hong, L'Empire de la honte (Purn Production, Séoul, 2013). https://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/BULARD/49317#nb11

17. Martine Bulard, « Samsung ou l'empire de la peur », Le Monde diplomatique, juillet 2013.

18. Friends of nature, The Green Beagle, Envirofriends, Greenstone, Institute of Public and Environmental Affairs. http://www.metronews.fr/info/apple-la-pollution-est-dans-le-fruit/mkia!6P2HwsiBChDls/Report-IT-V-Apple-II.pdf

19. La Face cachée du numérique, p. 18.

20. « Data centers, la donnée écolo », Libération, 14 avril 2013



ETUDE ÉPIDÉMIOLOGIQUE

Voici les conclusions d'une « étude épidémiologique des relations de cause à effet ipsilatérales sur l'utilisation du téléphone portable sans fil et tumeurs » : « Grâce aux protocoles en double aveugle, sans erreurs, sans préjugés, on observe des résultats positifs qui révèlent une relation de cause à effet entre l'utilisation prolongée du téléphone mobile depuis longtemps et une augmentation statistiquement significative du risque de tumeurs. Dans ces études, on observe une telle augmentation du risque de tumeur de la tête du côté où le téléphone portable est généralement utilisé après plus de dix ans. Les méta-analyses montrent des augmentations importantes et statistiquement significatives de ce risque de gliomes du cerveau et des neurinomes de l'acoustique. L'étude des méta-analyses montre un doublement du risque de tumeurs du cerveau induit par l'utilisation prolongée du téléphone mobile. » Docteur Gérard Dieuzaide, *Les Maladies des ondes. Comment s'en préserver* (Dangles, 2014, p. 213).

portables n'ont pas le monopole de la nuisance. Les 200 000 antennes-relais étendues sur tout le territoire nous cernent de leurs ondes et nous irradient. D'abord on est cernés par celles-ci, ensuite on se pose la question de savoir si c'est nocif ou pas, pour mettre sur le mal, après réflexion, une nouvelle rustine technologique qui limite un peu les effets négatifs de ces antennes-relais que nous ne voulions pas mais que nous avons quand même. Les personnes qui en sont proches se retrouvent touchées par ces ondes, qui vont de la petite nuisance bénigne aux maux de tête importants, aux nausées, aux maladies. Une fois installées, les zones deviennent à risques. La population – et les enfants en particulier – ont plus de « chances » de subir un cancer foudroyant ou une leucémie (*voir l'encadré étude épidémiologique*).

Selon le bureau des statistiques nationales au Royaume-Uni, il y a eu une augmentation de 50 % des tumeurs des lobes frontaux et temporaux chez les enfants entre 1999 et 2009 (21). Au Danemark, le nombre de tumeurs cérébrales a augmenté de 40 % entre 2001 et 2010 chez les hommes (par 100 000 habitants, âge normalisé) et de 29 % chez les femmes. En chiffres réels, cela fait 268 hommes et 227 femmes par an diagnostiqués avec une tumeur au cerveau ou une tumeur du système central (22).

Il est d'ailleurs démontré qu'une exposition à long terme (trente minutes de portable par jour pendant dix ans) aux champs électromagnétiques de basses fréquences est un facteur de risque pour la maladie d'Alzheimer (23).

Au Royaume-Uni, en Allemagne et en Suède, les malades des ondes sont reconnus comme handicapés. Dans ce dernier pays, ils reçoivent des subventions pour se protéger des ondes de tous les appareils électriques (combinaison spéciale pour sortir, rideaux en métal, etc.) (24).

On peut pas tout avoir : des tomates et des iPhone.

« Outre l'efficacité insecticide sans égale des Gaucho, Régent et autres pesticides systémiques, la pollution électromagnétique semble avoir sa part dans le "syndrome d'effondrement des ruches", plus encore depuis l'apparition de la téléphonie "3G", au débit plus élevé. Pour mémoire, 60 à 90 % des colonies domestiques ont disparu aux Etats-Unis depuis 2006. Les agriculteurs américains doivent importer des ruchers pour assurer la pollinisation de leurs arbres fruitiers. Même drame en Europe depuis une dizaine d'années : les abeilles disparaissent sans laisser de trace (25). »

Désorientés par la 3G, le Bluetooth et le wi-fi, ces insectes pollinisateurs ne pollinisent plus grand-chose. Assurant la fécondation indispensable à l'apparition de fruits et de légumes (un tiers du volume de ce que nous mangeons), les abeilles sont pourtant essentielles à la vie. On peut pas en dire autant de l'iPhone.

Déchets et pollution

Arrive le moment fatidique où par mode, usure ou obsolescence programmée nous sommes contraints de nous débarrasser des appareils technologiques qui nous entourent. La fin de l'histoire oscille entre recyclage des appareils, incinération ou exportation. Les déchets DEEE – déchets d'équipements électriques et électroniques - s'élevaient à 74 millions de tonnes en 2014. Malgré la convention de Bâle (26) – non ratifiée par l'Afghanistan, Haïti et les Etats-Unis (27) – une enquête menée en 2004 par Greenpeace et Basel Action Network (28) a mis au jour un trafic illégal de déchets électroniques dans le port chinois de Taizhou : les déchets sont acheminés par cargo puis mêlés à des chargements de métaux en vrac transportés dans des centaines de camions. « Les déchets électroniques entrent toujours en masse en Chine, à travers les failles, et la plupart proviennent des programmes de recyclage de pays qui essaient d'éviter la pollution de leur propre territoire (29). » Le Programme des Nations-Unies pour l'environnement signale l'empoisonnement aux métaux lourds des populations vivant près de décharges, comme celle de

.21. Teslabel est une association qui lutte pour un environnement électromagnétique sain. Elle appelle à des normes biologiques réalistes contre les nuisances électromagnétiques des télécoms (antennes-relais, wi-fi, etc.) et des lignes à haute tension à proximité de l'habitat. Elle vient également en aide aux personnes électrosensibles. http://www.teslabel.be/telephones-mobiles/247-royaume-uni-augmentation-de-50-des-tumeurs-du-cerveau-chez-les-enfants-en-10-ans Pour ce combat et ces informations précieuses, voir également le site www.robindestoits.org

22. http://www.teslabel.be/telephones-mobiles/226-augmentation-de-40-des-tumeurs-cerebrales-au-danemark-de-2001-a-2010

23. On peut d'ailleurs intégrer la pollution de l'air pour comprendre l'apparition des maladies dégénératives comme la Parkinson ou Alzheimer. Cette pollution participe à l'augmentation du nombre de malades. Mother Jones, n° 4, juillet-août 2015. Décrite pour la première fois en 1817 par James Parkinson, « elle frappe aujourd'hui 4 millions de personnes dans le monde, 100 000 en France, avec 8 000 nouveaux cas par an, surtout chez les plus de cinquante ans. Sa fréquence est cent fois moindre que celle de d'Alzheimer et sa cause, selon Alim-Louis Benabid, sommité de la spécialité, pourrait résulter de l'action d'"un toxique environnemental sur un terrain génétiquement modifié" ». Parmi ces toxiques reconnus, les pesticides et les métaux lourds (plomb, méythylmercure, aluminium), omniprésents dans nos environnements et nos organismes » (PMO, Terreur et possession. Enquête sur la police des population à l'ère technologique (L'Echappée, 2008, p. 301).

24. http://videos.next-up.org/M6/PortablesWifiOndesDangereuses/20052008.html

25. « Le téléphone portable, gadget de destruction massive. Pourquoi il n'y a plus de gorilles dans le Grésivaudan », p. 10.

26. La convention de Bâle (1992) sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination est un traité international qui a été conçu afin de réduire la circulation des déchets dangereux entre les pays. Plus particulièrement, il s'agissait d'éviter le transfert de tels déchets des pays riches vers les pays pauvres.

27. Il faut savoir qu'entre 50 et 80 % des déchets électroniques des Etats-Unis ne sont pas recyclés localement mais exportés.

28. Le Basel Action Network (BAN) recense les décharges, les filières et plus généralement tous les abus en matière de pollutions électriques et électroniques.



Dandora à Nairobi (Kenya). 90 % des enfants voisins sont contaminés par le plomb, le mercure, les dioxines issus des déchets électroniques. Selon BAN, plus de 500 conteneurs de matériel informatique d'occasion sont débarqués chaque mois au Nigeria pour réparation ou réutilisation. Près des trois quarts de chaque cargaison se révèlent inutilisables et sont détruits sans précautions ou, pire, abandonnés dans de vastes décharges (30). Toxics Alert estimait, dans un rapport paru en 2004, que 70 % des DEEE mis en décharge à New Delhi provenaient d'exportations de pays industrialisés.

Enfin, un rapport publié en 2010 par le Centre national d'information indépendante sur les déchets (CNID) et les Amis de la Terre met en avant les conditions désastreuses de recyclage et d'élimination des déchets, souvent effectués par de jeunes enfants, sans protection. Notons qu'un échantillon d'eau de la rivière Lianjuang, proche d'un village de recyclage chinois, a révélé des taux de plomb 2 400 fois supérieurs aux standards préconisés par l'OMS. Les échantillons de sédiments contenaient 212 fois plus de plomb que ce qui est considéré comme un déchet toxique en Hollande (31).

Même détruits, les composants technologiques continuent de faire des ravages ; détruisant à petit feu l'organisme et l'écosystème.

En guise de conclusion

Les fleurs technologiques qui éclosent partout ne poussent pas sur les jolies fictions de ceux qui les concoctent et vantent leur mérite. Elles prennent racine dans les ressources de la nature et le travail social ; en cela, elles ne sont en rien sans incidence sur les humains et sur la planète. Les nuisances sont bien réelles. Cette nocivité se prolonge dans le temps et n'en laisse rien paraître : le fumier prend forme lorsque l'obsolescence sonne l'heure, venant polluer le paysage et piller l'avenir de ceux qui n'ont rien demandé (32).

La technologie n'est pas une marchandise ordinaire, c'est une arme à plusieurs tranchants. Elle augmente le PIB et assure la croissance des profits, mais elle sert aussi renouveler la puissance militaire des Etats, et à assurer, en complicité avec les industriels du secteur, l'ordre social. Elle bâtit la société de la surveillance, de la délation, de la contrainte. La DGSE (33) et les grands câblo-opérateurs comme Alcatel ou Orange travaillent ensemble : sur leurs câbles se branchent les mouchards numériques. Ceux qui détiennent le pouvoir ont le droit de nous connaître ; l'inverse n'est même pas envisageable. Edward Snowden a quant à lui révélé la collaboration de Facebook, Google et autres poids lourds de la Silicon Valley avec la National Security Agency (NSA).

La technologie permet de rationaliser la pensée et l'ordre public : soustraire l'imprévu. Elle nous amène aussi à accepter un certain mode de vie où le moyen est devenu la fin, et où le sacré – les relations humaines directes – devient profane. Elle nous fait marcher au pas. On obéit aux algorithmes. On voue un culte aux calculs et aux instruments de mesure. On vit l'époque branchée où, dans l'instantané, il s'oublie et il se perd les voix de ceux qui ont été intoxiqués, blessés ou tués par un processus destructeur. L'emprise de la technologie est profonde ; les tentacules s'allongent au gré des innovations mais nous ne voyons qu'une partie de ce processus technologique devenu un fétiche.

Cette insouciance dépolitisée au sein de la société du spectacle est dangereuse. Elle amène le gaspillage (*voir l'encadré durée de vie*), le non-respect des autres et de soi.

Pour conclure, une sage citation : « On ne combat pas l'aliénation par des moyens aliénés. »

Maxime Motard

DURÉE DE VIE

En 1960, la première durée de vie des ordinateurs était de dix ans ; en 1998, elle n'était plus que de quatre ans, voire deux ans pour les produits les plus innovants. Aux Etats-Unis, la durée de vie moyenne des ordinateurs a chuté, passant de six ans en 1997 à deux ans en 2005 (US EPA, *Life Cycle off Dol Computer*, 2002). Les téléphones portables, quant à eux, ont une durée de vie de moins de vingt mois en moyenne dans les pays industrialisés, mais on tombe à dix mois chez les 12-17 ans (Agence régionale de Haute-Normandie, dossier « Le boom des téléphones portables... mais aussi des déchets », décembre 2008). C'est même devenu un argument de vente. Ainsi, l'exemple de Bouygues qui lançait en 2012 une opération de communication proclamant : « Bouygues Telecom, le seul opérateur qui vous permet de changer de smartphone tous les ans. » Cité dans CNIID et les Amis de la Terre, *L'Obsolescence des produits high-tech* (voir « La face cachée du numérique », p. 50).

29 http://www.green-peace.org/china/en/news /new-dump-zone-found-in-china-f# Voir aussi, sur le site de Basel Action Network, les conséquences des trafics de déchets électroniques en Chine en provenance du Canada (http://www.ban.org /ban_news/050620_canada_ewaste.html).
30. « Le téléphone portable, gadget de destruction massive », p. 19.
31. PNUE, « Les déchets électroniques, la face cachée de l'ascension des technologies de l'information et de la communication », in Pré-alertes sur les menaces environnementales émergentes, n° 5, janvier 2005.
32. « Ce dernier point est peut-être difficile à comprendre, et pourtant : quand une nation riche installe une décharge chimique ou nucléaire dans un pays pauvre, elle pille l'avenir de ce conglomérat humain, car si les déchets sont comme elle le prétend "inoffensifs", pourquoi n'installe-t-elle pas ses décharges sur son propre territoire ? » Luis Sepúlveva, Le Monde du bout du monde (Points, 2010, p. 44).
33. Direction générale de la sécurité extérieure.

LE MONDE SELON LE Parti Socialiste

UN PATRON CHAHUTÉ PAR DES SALARIÉS

MANUEL VALLS "SCANDALISÉ PAR DES VIOLENCES INACCEPTABLES." 5 OCTOBRE 2015

UN MANIFESTANT DE 21 ANS TUÉ À SIVENS

"JE N'ACCEPTERAI PAS LA MISE EN CAUSE DES POLICIERS ET DES GENDARMES" MANUEL VALLS, 28 OCTOBRE 2014